

Economie de l'élevage

DOSSIER ANNUEL

**BOVINS
LAIT**

Année 2014
Perspectives 2015
n° 454
Février 2015
18 €



Confédération
Nationale de l'Élevage

CNE



2014, DU REBOND DE LA PRODUCTION... ...À L'ÉQUILIBRISME EN 2015

PRODUCTION LAITIÈRE
Euphorie jusqu'à l'automne

MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS
Débouchés insuffisants face à l'afflux de collecte

MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS
Le supplément transformé en produits secs

RESULTATS DES EXPLOITATIONS
Hausse significative des résultats des ateliers
laitiers



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : BOUYSSIERE Sébastien, CHOTTEAU Philippe, REUILLON Jean-Luc, RICHARD Mélanie, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BELOT Pierre-Emmanuel, CAILLAUD Dominique, CHARROIN Thierry, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, PIERRE Patrice.

CNIEL : ROUYER Benoît.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier de FranceAgriMer et du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

ALBERT Marcel (CA 57), BATAIS François (CA 49), BAUP Jean-Claude (CA 32), BERNAT Audrey (CA 01), BLACHON Aurélie (CA 31), BONNECARRERE Laurent (CA 65), BOUCHARD Véronique (CA 69), BRUNET Sébastien (CA 47), CASSEZ Matthieu (CIA 25-90), CASTELLAN Elisabeth (CA 59-62), COUEFFE Daniel (CA 52), COURVOISIER Claire (CA 39), DAVEAU Bertrand (CA 53), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DESARMENIEN Didier (CA 53), DUBOS Virginie (CA 60), FAURE Laure-Gaëtane (CA 64), FERRE Pascal (CA 14), FOS Laurence (CA 14), GABORIAU Laurent (CA 85), GAREAU Fabien (CA 72), GARNIER Cédric (CA 27), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GEORGEL Rémi (CA 88), GORON Jean-Philippe (CA 38), GRESSET Fabienne (CIA 25-90), GUILBERT-FEUVRIER Annabelle (CA 80), HUCHON Jean-Claude (CA 44), JACQUEMIN Lionel (CA 05), JULLET Gérard (CA 74), JULIAC Sébastien (CA 02),

LACOUR Clémentine (CA 63), LAGELOUZE Christophe (CA 40), LEROUX Valérie (CA 18), LOQUEZ Philippe (CA 28), LOUBAT Patricia (CA 48), MALVOISIN Yves (CA 27-76), MARSAULT Adèle (CA 86), MAUGER Christophe (CA 17), MERLHE Mathieu (CRAB), MESOT Fanny (CA 55), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONTSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), MOULIN Christian (CA 51), MOUSSU Jean-Philippe (CA 08), PARTHONNEAU Jean-Luc (CRAAL 67), PECHUZAL Yannick (CA 15), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), PIVETEAU Jérôme (CA 79), QUEFFELEC André (CRAB), RECOPE Christelle (CA 60), ROQUEFEUIL Olivier (CA 63), SABATTE Nathalie (CA 73-74), SCHATZKINE Marie (CA 45), SCHOEFFEL Jean-Claude (CA 46), SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CA 50), TENDILLE Régine (CA 43), THIOU Pascal (OCL 37), TIRARD Sophie (CRAB), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIVANT Marthe (CA 41), VUATTOUX Julia (CA 61), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

Ce Dossier Economie de l'Élevage a bénéficié du financement du Ministère de l'Agriculture (Casdar), du Fonds National de l'Élevage et de FranceAgriMer

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)
Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Corinne Maigret, Marie-Catherine Leclerc
Crédits photos : T. Bayer/Fotolia - Lye/Fotolia - G. Koudenburg/Fotolia - P. Bourgaull/Cniel - P. Dubreuil/Cniel - S. Fraisse/Cniel - L. Gueneau/Cniel - C. Helsly/Cniel - Coutausse/Cniel - C. Maitre/Inra - J.P. Goron/CL38 - V. Bouchard/CA39 - J.L. Reuillon/Institut de l'Élevage - DR Institut de l'Élevage
Directeur de la publication : Martial Marguet
Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0015501009
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

2014, du rebond de la production... ...à l'équilibrisme en 2015

À la veille de la suppression des quotas laitiers, 2014 a mis en évidence l'exceptionnel potentiel de production européen. De très bonnes conditions fourragères, un prix du lait stimulant et des cheptels étoffés ont provoqué dans toute l'UE un bond sans précédent de la collecte laitière et du produit lait. Les exploitations laitières françaises n'ont pas été en reste. Elles ont pu ainsi, notamment les spécialisées, améliorer leur revenu agricole avant impôt et charges sociales et, pour les autres, limiter l'effet de la baisse des produits viande et grandes cultures. Des résultats bienvenus pour renflouer les trésoreries et affronter des conjonctures moins favorables.

Partout la transformation laitière a poursuivi ses investissements au moins au même rythme que depuis 2008. En France, la concentration se poursuit et les investissements concernent toujours prioritairement les ingrédients secs pour valoriser l'afflux de lait attendu dans les 5 ans. En 2014, les transformateurs ont vécu une année compliquée et contrastée selon les produits. Ils ont dû en début d'année arracher avec difficulté des hausses de tarifs à la grande distribution, ensuite gérer l'afflux de lait supérieur aux débouchés du moment, puis affronter le retournement des marchés des ingrédients laitiers.

2014 a mis en lumière la position centrale qu'occupe désormais l'Union européenne dans l'équilibre des marchés mondiaux. Avec les États-Unis, elle est **LE grand bassin laitier** excédentaire en mesure de répondre à la demande croissante des grands bassins déficitaires. Cela ouvre des opportunités aux opérateurs, mais cela présente aussi des risques de déséquilibres croissants des marchés. Car la fin des quotas libère un important potentiel de production qui réagira désormais au seul signal prix du lait et des intrants. De plus, elle exacerbe la compétition entre les bassins, les transformateurs et les éleveurs...

2015 s'annonce comme une année encore plus incertaine que les précédentes, tant les facteurs déterminant l'équilibre des marchés sont nombreux. Amorcé cet hiver, le redressement des marchés sera-t-il durable ? Face à cette incertitude, nous évaluons les impacts de deux scénarii de conjoncture au 2^{ème} semestre, un morose et un plus favorable, sur le niveau de la production européenne.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LA PRODUCTION EN EUROPE

Euphorique jusqu'à l'automne

16/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait de montagne avec maïs
- Lait de montagne herbagère

24/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2014

28/ LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

Des débouchés insuffisants pour absorber l'afflux de collecte

34/ LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

Le supplément de collecte transformé en produits secs

40/ LES PRÉVISIONS 2015

Croissance incertaine de la production européenne en 2015

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

HIVER



Un prix du lait au plus haut

Tiré par la flambée des cours des ingrédients laitiers fin 2013, le prix du lait standard français a démarré 2014 à un niveau historique.

À 383 €/1000 litres en moyenne sur le 1^{er} trimestre, il affiche une hausse de 61 € (+19%) par rapport à la moyenne 2011-2013.

Augmentation du cheptel laitier

Encouragés par la remontée du prix du lait, la baisse des cours des céréales et en prévision de la fin des quotas, les éleveurs français ont accru leur cheptel laitier. La capitalisation laitière s'est intensifiée fin 2013-début 2014, avec + 70 000 têtes /2013 début avril.





Un climat printanier contrasté

Le printemps s'est manifesté de bonne heure sur l'ensemble de la France. Il a permis des mises à l'herbe précoces avec de bonnes conditions de portance favorables à une bonne exploitation de l'herbe. Dans la moitié Est de la France, le manque d'eau s'est fait sentir dès le début du mois de mai. Il a affecté les rendements des premières coupes d'herbe qui ont été 30% inférieurs à la normale.

Dans le reste du pays les conditions météorologiques du printemps ont été idéales pour l'exploitation de l'herbe que ce soit en pâture ou en fauche.

Effondrement des cours des ingrédients laitiers

Après la flambée de 2013, les cours du beurre et des poudres ont dégringolé à partir du printemps 2014 : le prix des produits échangés sur la plateforme GlobalDairyTrade a chuté de 22% en 3 mois. En cause un excès d'offre résultant du fort dynamisme de la collecte et des fabrications d'ingrédients dans les grands bassins laitiers.



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2014

ÉTÉ



Un été et une arrière-saison très favorables à la production fourragère

L'été particulièrement pluvieux partout en France a offert des conditions exceptionnelles pour la pousse de l'herbe et le pâturage. Les secondes et troisièmes coupes d'herbe ont été plus abondantes que d'habitude. Les conditions météorologiques favorables ont permis au pâturage de se prolonger tard en saison. L'année climatique a également été favorable à la culture du maïs dont les rendements sont supérieurs à la normale avec un fourrage de bonne qualité. Ce bon contexte fourrager a permis de nourrir des effectifs laitiers étoffés dans les élevages et de reconstituer les stocks dans un certain nombre d'exploitations.

Embargo russe et recul de la demande chinoise

Les acheteurs chinois avaient surdimensionné leurs acquisitions, notamment de poudres, en début d'année. Ils ont nettement levé le pied à partir de l'été afin de résorber leurs stocks. Par ailleurs, les autorités russes ont décrété au 1^{er} août un embargo sur une large gamme de produits agricoles en provenance de l'UE, des États-Unis et d'Australie, dont la plupart des produits laitiers. Pour l'UE, il s'est agi de la fermeture du 1^{er} débouché pour ses fromages (260 000 t soit 33% des volumes exportés en 2013).



Collecte dynamique dans les grands bassins laitiers

Conditions météorologiques globalement favorables et prix du lait incitatif ont boosté la production dans les grands bassins laitiers. Pendant le printemps et l'été, la collecte des 5 principaux exportateurs mondiaux a progressé en moyenne de 950 000 t par mois (+4%/2013). L'Union européenne a assuré à elle seule plus des 2/3 de ce surplus.



Frein de la part des transformateurs

Alors qu'elles avaient donné des signaux positifs en début de campagne, les entreprises laitières françaises, confrontées à la faiblesse des cours des ingrédients et à des stocks commerciaux grandissants, ont cherché à freiner les livraisons sur la fin de campagne. Les allocations provisoires et les prix ont été revus à la baisse pour la fin de campagne 2014/2015.

Le prix du lait repasse sous 2013

Les prix du lait à la production européens s'étaient maintenus à des niveaux élevés jusqu'à l'été. Mais tirés à la baisse par la chute des cours des ingrédients laitiers, ils sont repassés sous leur niveau de 2013 à l'automne. Comme à l'accoutumée, la baisse a été plus rapide et accentuée en Europe du Nord qu'en France.



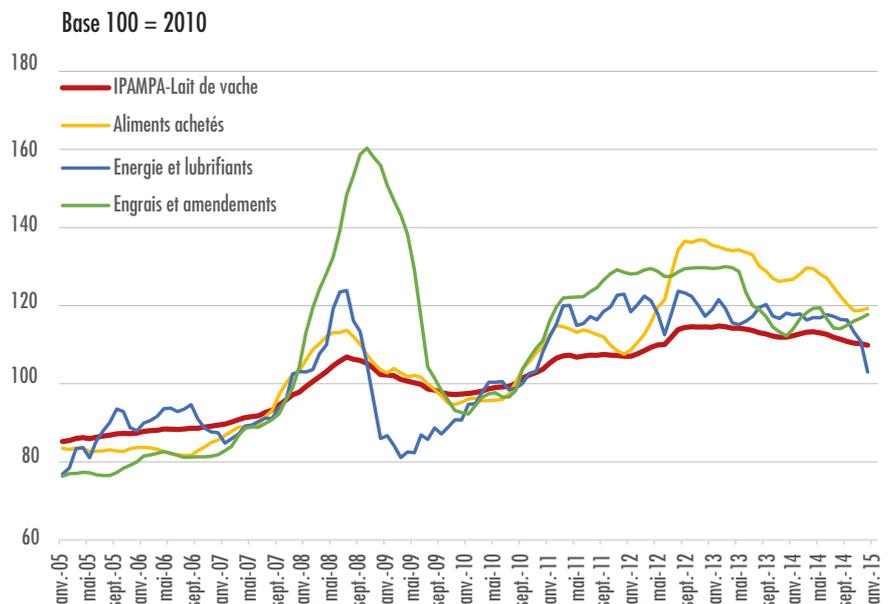
IPAMPA Lait de vache, maintenu à un niveau élevé

L'IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de mesurer l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA Lait de vache mesure les coûts d'un panier de charge spécifique aux exploitations bovines laitières.

En 2014, l'IPAMPA lait de vache s'est érodé tout au long de l'année, mais la baisse est restée bien timide. En moyenne annuelle, il n'a reculé que de 1,5% par rapport au niveau record de 2013.

Dans le détail, l'indice moyen annuel du prix des aliments acheté a reculé de 5% par rapport à 2013, retombant à son niveau de 2012. Il a régulièrement reculé de mars (130) à octobre (119), tiré par le repli des cours des céréales, avant de se stabiliser suite aux nouvelles tensions sur le marché des grains. Comme toujours, en raison du rôle tampon joué par les fabricants d'aliment, l'indice ne répercute que partiellement les mouvements de prix des matières premières.

L'indice des prix des engrais et amendements a également reculé de 5% sur un an et celui de l'énergie et des lubrifiants de 2,5%. Il dégringole notamment depuis octobre dans le sillage du prix du pétrole.



LA PRODUCTION LAITIÈRE

Euphorique jusqu'à l'automne

La production laitière européenne a connu une progression inédite en 2014. Les très bonnes conditions fourragères presque partout, la détente des cours des aliments et un prix du lait très incitatif jusqu'à l'automne ont permis de tirer pleinement parti d'un cheptel laitier bien étoffé. Visant déjà l'après quota, les éleveurs ont maximisé leur production, parfois bien au-delà du quota disponible pour 2014/2015, dernière campagne contingentée.

À partir du 4^{ème} trimestre, les prix du lait sont repassés sous les niveaux de 2013, et la menace de pénalités record pour certains a fini par freiner sensiblement la collecte.

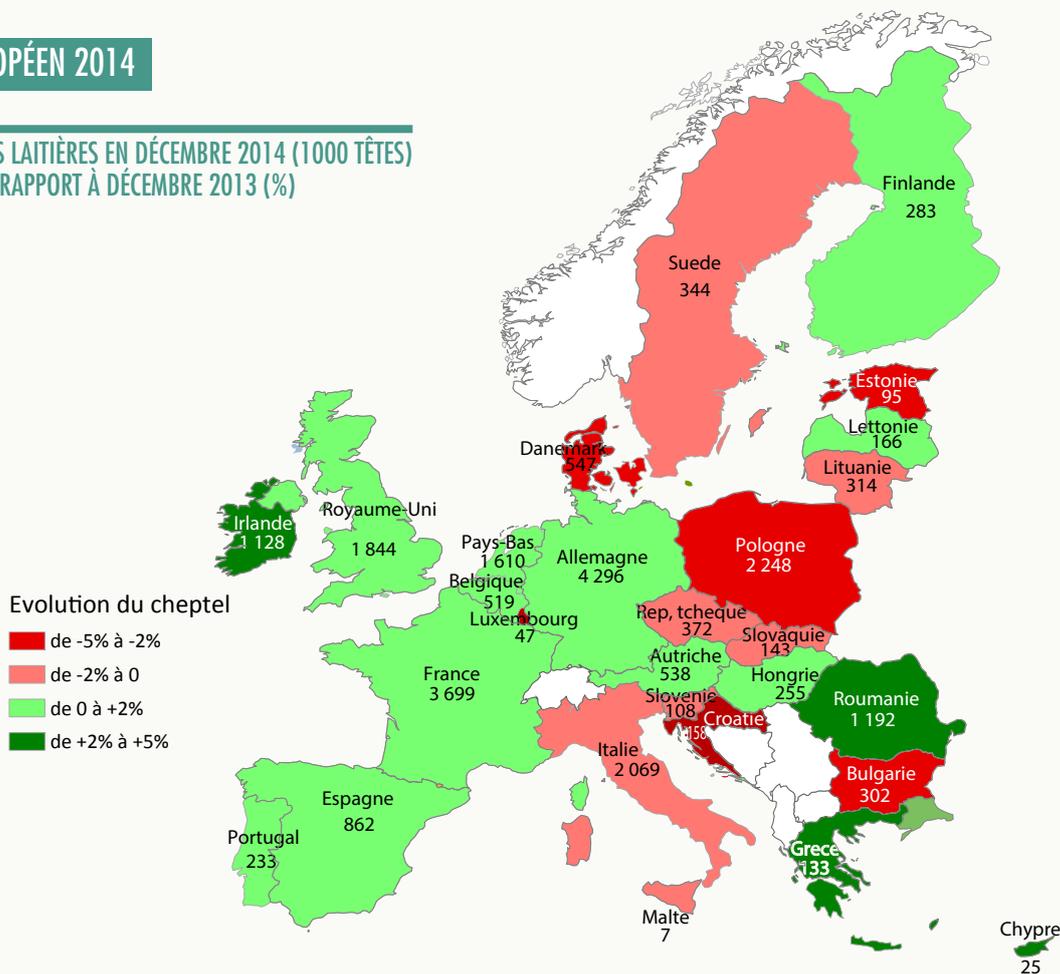


6,6 millions de tonnes

C'est le surplus de collecte en 2014 par rapport à 2013 dans l'UE-28

CHEPTEL EUROPÉEN 2014

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2014 (1000 TÊTES)
ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2013 (%)



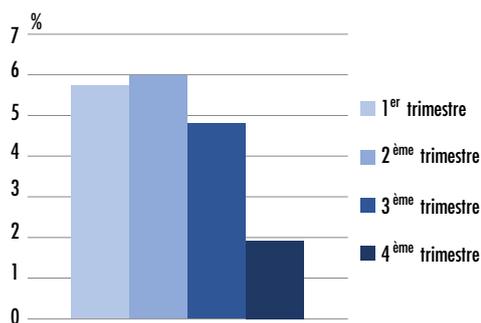
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

2 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



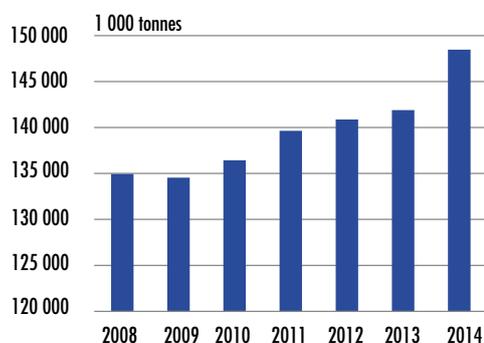
COLLECTE 2014

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE EN 2014/2013



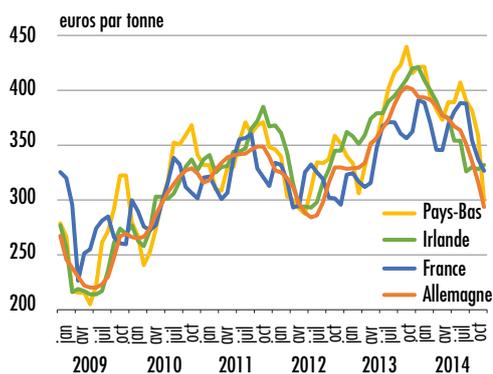
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DANS 4 ÉTATS MEMBRES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après sources nationales et DG AGRI

Les conditions climatiques très favorables et un prix du lait incitatif ont littéralement fait bondir la collecte laitière européenne au 1^{er} semestre, avant que la dégradation du prix et la menace de pénalités record pour dépassement ne conduisent à un net ralentissement en fin d'année.

Des prix du lait stimulants jusqu'à l'automne

Les prix du lait payés aux producteurs européens avaient flambé fin 2013 dans le sillage de l'envolée des cours mondiaux des produits laitiers. Ils ont ainsi débuté l'année 2014 à de très bons niveaux, proches des records historiques de 2007. Dans les pays du nord européen les plus présents à l'exportation sur pays tiers, ils affichaient une hausse de plus de 20% par rapport à début 2013.

Hors effet saisonnier, les prix du lait européens ont régulièrement reculé tout au long de l'année, tirés à la baisse par le repli puis l'effondrement des cours des ingrédients laitiers. Tout comme la hausse enregistrée en 2013, le recul a été plus rapide et plus marqué dans les pays les plus connectés au marché mondial (Pays-Bas, Danemark, Allemagne, Irlande).

Malgré l'orientation baissière, les prix du lait sont restés incitatifs jusqu'à l'automne, d'autant que le coût des aliments concentrés a sensiblement reflué en 2014. À partir de la fin d'été dans les pays du Nord et du dernier trimestre ailleurs, le prix du lait est repassé sous son niveau 2013 et est devenu nettement moins stimulant, notamment pour les éleveurs amenés à payer des pénalités de dépassements (0,28 €/kg). Chez les principaux producteurs d'Europe du Nord, il termine l'année plus de 20% en deçà du très bon niveau de fin 2013.

Progression inédite de la collecte européenne

Déjà en hausse de plus de 4% au dernier trimestre 2013, la collecte européenne a encore accéléré début 2014, progressant de 6% d'un an sur l'autre au 1^{er} semestre et de 5% au 3^{ème} trimestre. Non seulement le prix du lait était attractif mais les conditions climatiques et la production fourragère ont été globalement très favorables. Les éleveurs européens ont ainsi pu tirer pleinement profit des cheptels étoffés. Fin 2013, on enregistrait en effet 282 000 vaches laitières de plus qu'un an plus tôt à l'échelle de l'UE-28 (+1,2%) et même 340 000 (+1,9%) pour les seuls pays de l'UE-15. Ainsi, de nombreux éleveurs anticipaient dès lors l'après quota, d'autant plus qu'ils comptaient sur l'annulation des pénalités pour la dernière campagne contingentée.

Face à la dégradation du prix du lait, la collecte a fini par ralentir au dernier trimestre (+2%), de façon plus marquée dans les pays du Nord faisant face à des dépassements de quota considérables.

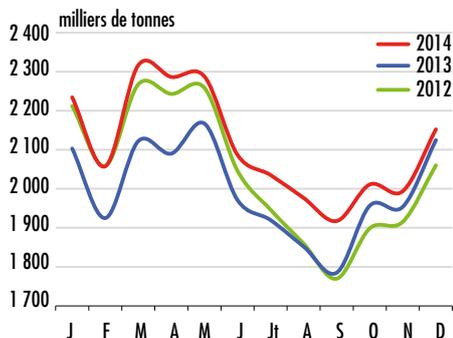
Sur l'année 2014, la collecte européenne a tout de même bondi de 6,6 millions de tonnes (+4,6%) dont 90% ont été réalisés sur les trois premiers trimestres. Si l'essentiel de ce surplus a été fait dans l'UE-15 (5,4 millions de tonnes), la progression a été particulièrement forte dans les 13 nouveaux États membres (+1,2 million tonnes soit +6%), d'autant que leur collecte n'avait que peu progressé fin 2013.

2014 aura donc montré, si besoin était, que l'Union européenne a d'importantes marges de progression de sa production en cas de convergence de conditions favorables.

2 LA PRODUCTION FRANCE

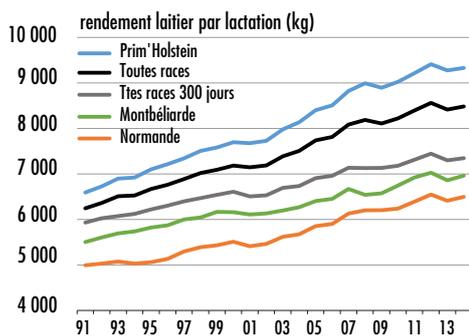


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU RENDEMENT LAITIER DES VACHES CONTRÔLÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après France Conseil Élevage

Les éleveurs français ont tiré parti d'une excellente production fourragère presque partout et de très bons niveaux de prix au cours des trois premiers trimestres pour accroître leur production de façon spectaculaire, avant de lever le pied en fin d'année.

Vive hausse de collecte jusqu'à l'automne

Sur sa lancée de fin 2013, la collecte française a fortement progressé jusqu'en septembre. Sur 9 mois, elle a bondi de 7% par rapport au modeste niveau de 2013 et de 3% par rapport au très bon niveau de 2012. Cheptel accru, disponibilités fourragères, baisse du prix des concentrés et prix du lait attractif ont permis aux éleveurs de booster leur production, d'autant que beaucoup de laiteries ont envoyé très tôt des signaux très positifs en début de campagne sur le montant des allocations provisoires.

En fin d'année toutefois, la nette dégradation des marchés des ingrédients laitiers et l'accumulation de stocks commerciaux ont poussé les entreprises à resserrer ces allocations et ont fini par impacter notablement le prix du lait payé. Les éleveurs ont alors levé le pied : la collecte n'a progressé que de 2% /2013 sur le dernier trimestre.

Sur l'ensemble de l'année, elle a dépassé pour la première fois les 25 millions de tonnes (25,4), une hausse de 6% par rapport à 2013 et de 5% par rapport à la moyenne 2010-2013. L'ensemble des régions à l'exception de Midi-Pyrénées, Languedoc Roussillon et PACA ont contribué à cette hausse, les progressions les plus élevées étant enregistrées en Pays de la Loire (+8%/2013), Alsace-Lorraine (+8%), Auvergne-Limousin (+7%) et Rhône-Alpes (+6%).

Davantage de vaches produisant davantage de lait

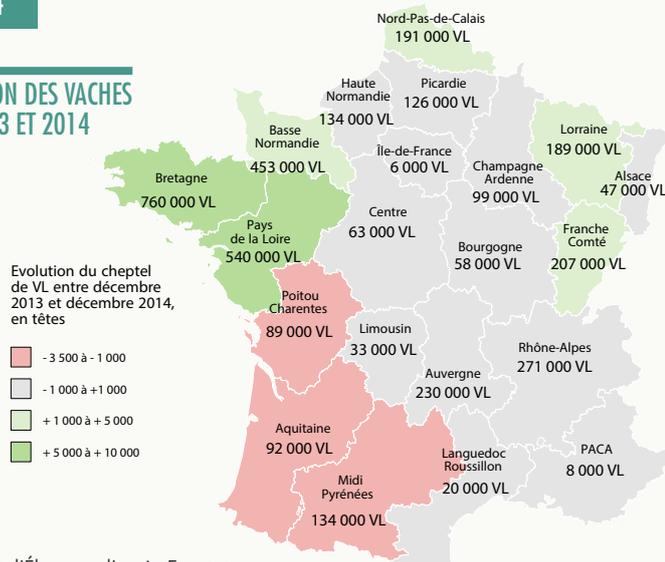
Hormis le printemps sec enregistré dans l'Est, les conditions météo ont partout été exceptionnellement bonnes pour la portance des sols et la production fourragère : printemps précoce, été pluvieux et arrière-saison très douce ont facilité le pâturage et permis des récoltes d'herbe et de maïs abondantes et de bonne qualité. Les éleveurs ont ainsi pu à la fois nourrir un cheptel plus nombreux, accroître la productivité des vaches et reconstituer des stocks de fourrages.

Déjà en hausse de 55 000 têtes /2013 (+1,5%) début janvier, le cheptel national de vaches laitières a continué de s'étoffer jusqu'à +86 000 têtes au 1^{er} juin (+2,4%). Le rythme de capitalisation s'est ensuite tassé et le surplus a été ramené à +12 000 têtes /2014 (+0,3%) au 1^{er} janvier 2015. Le mouvement de spécialisation régionale se confirme : on comptait début 2015 +11 000 vaches /2014 dans le Bassin Grand Ouest, +5 000 en Normandie et +3 000 en Nord-Picardie alors que le cheptel était en repli dans le Sud-Ouest (-5 900 têtes). Les évolutions ont été marginales dans les autres bassins.

Par ailleurs, grâce aux fourrages abondants et de qualité et à une distribution accrue de concentrés dans les bassins de l'Ouest et du Centre, la productivité des vaches a augmenté : le rendement apparent moyen a atteint 6 888 kg/VL, en hausse de 4% /2013 (+269 kg) et de plus de 1% (+95 kg) par rapport à 2012.

CHEPTEL 2014

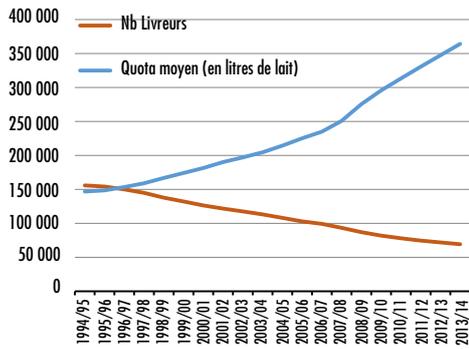
EFFECTIF ET ÉVOLUTION DES VACHES LAITIÈRES ENTRE 2013 ET 2014



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

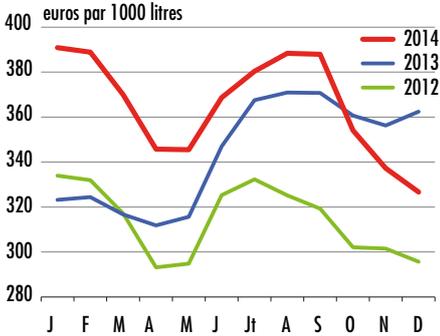
2 LA PRODUCTION FRANCE

ÉVOLUTION DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR LAITIÈRE FRANÇAIS



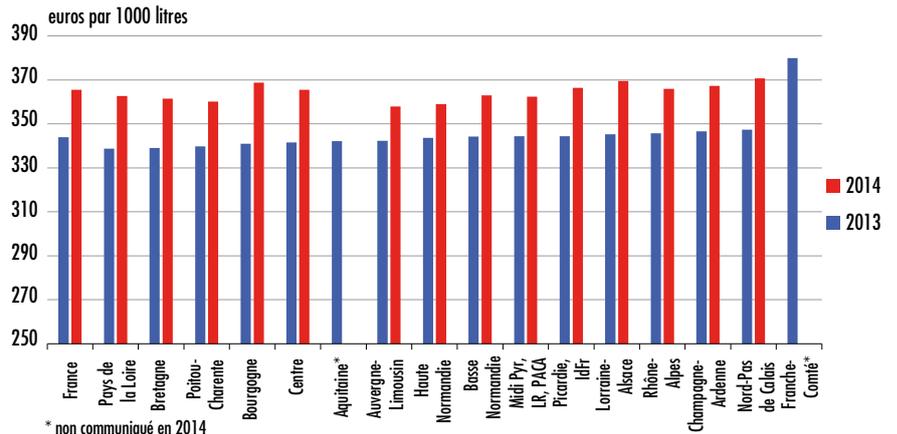
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTEIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et Banque de France

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD SELON LES RÉGIONS FRANÇAISES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Un rythme de restructuration dans la moyenne de l'UE-15

À l'issue de la campagne laitière 2013/14, la France comptait 69 300 livreurs de lait, 3,7% de moins qu'à la fin de la campagne précédente. Le quota moyen a parallèlement progressé de 4,9% d'une campagne à l'autre pour atteindre 364 000 litres. Le rythme de restructuration ralentit progressivement après le pic enregistré au cours de la crise de 2009. Il se situe désormais dans la moyenne de l'UE-15. Alors que le taux français de cessations nettes excédait son équivalent allemand entre 2007/08 et 2010/11, il a été inférieur sur les trois campagnes suivantes.

En dix ans, la France a perdu 44 000 détenteurs de quota « livraisons » (-38%) alors que dans le même temps le quota moyen par livreur a augmenté de près de 160 000 litres (+76%). Ce rythme est dans la moyenne de l'UE-15, proche de celui constaté en Allemagne et au Royaume-Uni, supérieur à celui de l'Irlande et des Pays-Bas où la restructuration est particulièrement lente, mais inférieur à celui des pays scandinaves et du sud de l'Europe.

Un prix du lait au plus haut puis en chute en fin d'année

En moyenne sur l'année, le prix standard s'est établi à 365 €/1000 litres, 21 € de plus qu'en 2013 (+6%) et le plus haut niveau de la décennie.

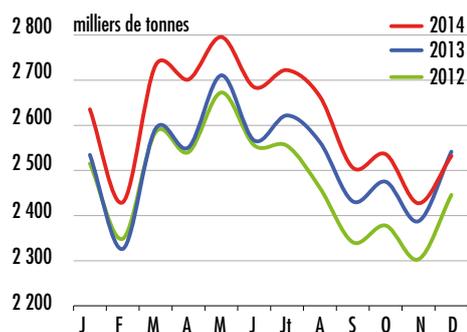
Déjà élevé au second semestre 2013, il a démarré l'année 2014 à plus de 390 €/1000 litres, 21% de plus que début 2013. Il n'est pas descendu en deçà de 346 €/1000 litres pendant le pic de collecte printanier, et *a contrario* de ce qui était observé dans la plupart des pays européens, il a de nouveau grimpé jusqu'à 388 €/1000 litres en septembre sous l'effet des correctifs saisonniers. Sur le dernier trimestre, il a été significativement corrigé à la baisse, perdant 60 € en trois mois pour tomber à 327 €/1000 litres en décembre, 10% en deçà de fin 2013.

Ce prix standard occulte la forte baisse qui a eu cours pour les volumes dont le prix était indexé sur celui les ingrédients laitiers, comme cela se pratique chez certaines laiteries, notamment coopératives. Le prix du lait calculé sur une valorisation en beurre et poudre maigre sur le marché mondial est en effet tombé de 380 €/1000 litres en janvier à 215 €/1000 litres en décembre et enregistre une baisse de 44 €/2013 en moyenne annuelle.

2 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

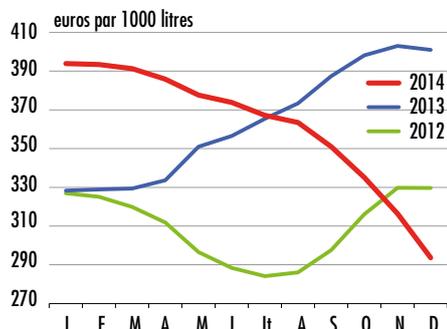


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ALLEMAGNE



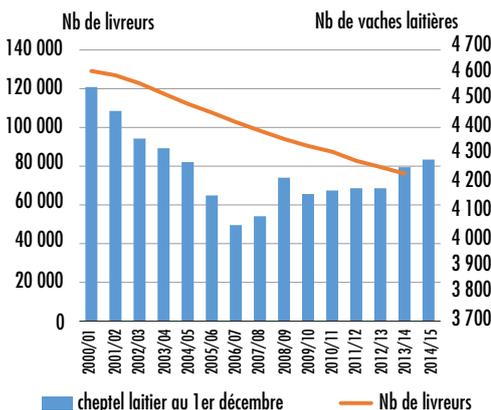
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ 32-38)



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après ZMB

ÉVOLUTION DES LIVREURS ET DU CHEPTEL EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DBV

Les éleveurs allemands ont fortement bénéficié de la flambée des cours des ingrédients laitiers en début d'année avant de subir de plein fouet le retournement du marché. Malgré un net ralentissement en fin d'année, la collecte a de nouveau augmenté en 2014, et semble prête à redécoller dès l'abolition des quotas.

Nouvelle hausse de la collecte, vers un dépassement record du quota

Les éleveurs allemands avaient vite réagi à l'amélioration de la conjoncture laitière au 2^{ème} semestre 2013 et ils ont continué à accroître sensiblement leurs livraisons en 2014. La collecte nationale a progressé de 4,5%/2013 au 1^{er} semestre et de 3,5% au 3^{ème} trimestre. Elle a notablement ralenti au dernier trimestre (+1%) face à l'accélération de la dégradation du prix du lait, surtout chez les éleveurs, en particulier dans le Nord, qui devront payer des pénalités pour dépassement de leur quota.

Sur l'année, la collecte allemande a dépassé 31,3 millions de tonnes (+3,5% /2013). Tous les Länder ont contribué à cette hausse. En valeur absolue, Bavière, Basse-Saxe, Rhénanie du nord-Westphalie et Schleswig-Holstein enregistrent les progressions les plus importantes, mais les taux de croissance ont été particulièrement élevés au Bade-Wurtemberg et en Mecklembourg-Poméranie.

Sur les 10 premiers mois de 2014/15, l'Allemagne a dépassé son quota de 1,1 million de tonnes et malgré le net ralentissement initié fin 2014, elle s'achemine vers un dépassement record, proche d'1 million de tonnes, qui induirait des pénalités d'environ 280 millions d'euros.

Un prix du lait élevé, en baisse continue au cours de l'année

Le prix du lait allemand, très réactif au marché des produits laitiers, avait flambé au 2^{ème} semestre 2013 jusqu'à dépasser 400 €/1000 litres en fin d'année. Parti sur ces niveaux élevés début 2014 (393 €/1000 litres sur le 1^{er} trimestre), il n'a ensuite cessé de reculer, avec une accélération à partir de septembre, dans le sillage des cours des ingrédients laitiers. Il est ainsi tombé à 364 €/1000 litres en août (-3,5%/2013) puis est passé sous la barre des 300 € en décembre (294 € ; -33%/2013). En moyenne annuelle, il se maintient à 362 €/1000 litres au très bon niveau 2013 et dépasse de près de 30 euros ceux de 2007 et 2008.

Des éleveurs prêts pour l'après quota

Depuis 2007, l'Allemagne a profité à plein des augmentations de quota lors de « l'atterrissage en douceur » et a même significativement excédé ses droits à produire sur les deux dernières campagnes. Les laiteries allemandes, majoritairement coopératives, se disent prêtes à transformer tous les volumes supplémentaires produits par leurs membres et semblent investir en conséquence. Ainsi, si le rythme de cessation ne fléchit pas (-4%/an), de nombreuses exploitations, majoritairement au Nord, ont investi dans de nouvelles capacités de production.

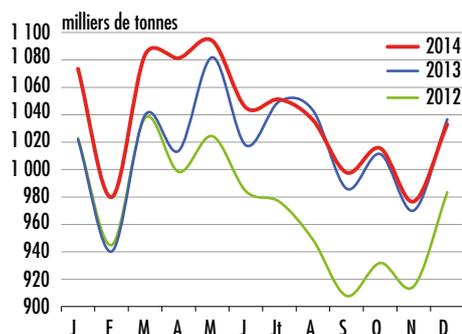
L'appétit à produire de ces fermes allemandes se traduit notamment par une hausse du cheptel laitier de 114 000 vaches (+3%) entre fin 2010 et fin 2014, dont +30 000 têtes en 2014 (+1%). Le rendement apparent a quant à lui progressé de 166 kg/2013 à 7 573 kg/VL/an (+2%).

Par ailleurs, lors des quatre dernières bourses d'échange de quota, toutes les demandes d'acquisition n'ont pu être satisfaites, le volume échangé a atteint son maximum historique fin 2014 (364 000 t) et le prix moyen est remonté à 14 ct/kg (contre 1 ct/kg début 2013).

2 LA PRODUCTION PAYS-BAS & DANEMARK

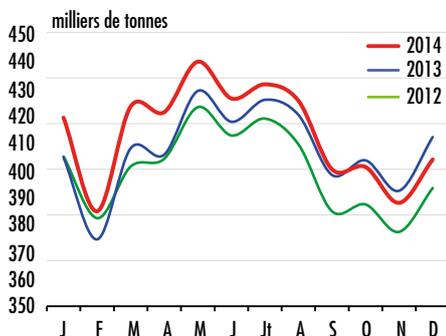


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



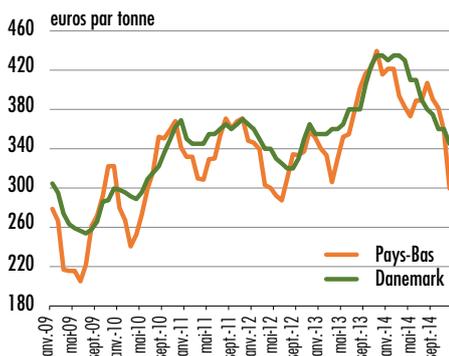
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AU DANEMARK



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après ZMB

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PAYS-BAS ET AU DANEMARK



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DG AGRI

Les Pays-Bas et le Danemark avaient amplement tiré parti de la bonne conjoncture du 2^{ème} semestre 2013 et disposaient donc d'une réserve de progression moindre en 2014. Les deux pays restent cependant résolument dans une trajectoire de hausse de production.

Progression modérée de la collecte

Aux **Pays-Bas**, la collecte avait littéralement décollé dès mai 2013. Elle affichait encore une progression annuelle significative jusqu'au printemps 2014 (+4%/2013 au 1^{er} semestre) mais n'a fait qu'égaliser son très bon niveau 2013 au 2^{ème} semestre. Sa progression annuelle est donc limitée à 2%, sensiblement moins que la moyenne européenne. Pourtant, sur avril-décembre, elle excède le quota de 490 000 t (+5,5%) et le pays s'achemine vers un nouveau dépassement record de plus de 500 000 t sur 2014/15.

La collecte a connu une évolution similaire au **Danemark** : +2%/2013 sur l'année avec +3,5% au 1^{er} semestre et une stabilisation au niveau élevé de 2013 au 2^{ème} semestre. Comme aux Pays-Bas, les livraisons excèdent malgré tout nettement le quota national (+4% sur avril-décembre) et la campagne devrait se solder par un dépassement proche de 150 000 t (+3%).

Des prix très bons en 2014 mais qui s'écroulent en fin d'année

Le prix moyen du lait payé, très réactif à la bonne conjoncture sur le marché mondial des produits laitiers, a flambé au 2^{ème} semestre 2013 et démarré 2014 à un niveau très élevé : 412 €/t aux Pays-Bas et 433 €/t au Danemark au 1^{er} trimestre. Il a régulièrement reculé par la suite (hors augmentation saisonnière estivale au Pays-Bas), se maintenant tout de même au-dessus de 360 €/t jusqu'en octobre, avant de chuter brutalement en toute fin d'année. Le prix moyen danois est tombé à 345 €/t en décembre et le prix néerlandais a dégringolé à 300 €/t. En moyenne annuelle, les prix danois comme néerlandais affichent tout de même une hausse de 10 €/t par rapport à 2013 et atteignent de nouveaux records.

Friesland Campina et Arla Foods, les deux géants laitiers européens payent en janvier 2015 des prix de respectivement 303 €/t (lait standard 3,5% MP et 4,4% MG, hors paiement additionnel) et 299 €/t (lait standard 3,4% MP, 4,2% MG, hors bonus logistiques et paiement additionnels), près de 30% en deçà des excellents niveaux de début 2014 ce qui pourrait limiter la collecte au moins jusqu'en mars.

Une dynamique de croissance

Pays-Bas et Danemark ont régulièrement accru leur production laitière depuis 2005.

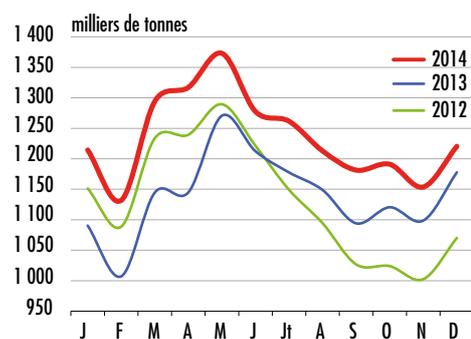
La volonté de produire toujours plus des éleveurs néerlandais ne fait aucun doute : s'ils ont levé le pied fin 2014, c'est sans remettre en cause leur potentiel de production. Le rendement moyen a certes tout juste égalé son niveau de 2013 à 7 900 kg/VL, mais les quotas se sont encore échangés à 25 ct/kg en 2014 et le cheptel laitier a progressé de 106 000 vaches entre fin 2011 et fin 2014 (+7%) dont +13 000 en 2014 (+1%). Par ailleurs, le taux de cessations laitières a encore ralenti sur la campagne 2013/14 : le nombre de livreurs n'a reculé que de 1,5% à 17 860 et le quota moyen a tout de même gagné 16 500 litres à 650 800 litres.

Au Danemark aussi, les éleveurs visent la croissance. Le cheptel ne progresse pas et la restructuration reste élevée (-4,7% de livreurs), mais 130 000 t de quota ont encore été achetées à 15 ct/kg en moyenne en 2014, avec un pic à 21 ct en août. Les demandes ont largement excédé l'offre hormis lors de la dernière bourse de novembre.

2 LA PRODUCTION ROYAUME-UNI

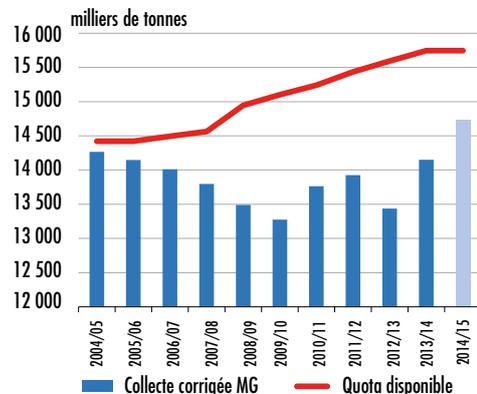


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES BILANS DE CAMPAGNE LAITIÈRE AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Commission européenne

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Dairyco

Alors que la collecte britannique se maintenait à peine ces dernières années, elle a bondi à partir de l'été 2013 et jusque fin 2014, tirant parti de conditions climatiques favorables pour répondre de façon presque inattendue au prix du lait attractif.

Rebond exceptionnel de la collecte... mais toujours loin du quota

Le climat 2012-2013 avait pénalisé la production laitière jusque mi-2013, mais les conditions nettement plus favorables à partir de l'été 2013 ont permis à la collecte de décoller. Le dynamisme s'est poursuivi en 2014 : la collecte a ainsi enregistré une hausse de 11%/2013 au 1^{er} semestre (+5%/2012) et de 6% au 2^{ème} (+13%/2012) malgré un freinage amorcé au dernier trimestre. Elle atteint ainsi son plus haut niveau historique à 14,8 millions de tonnes en 2014.

Cette relance de la collecte britannique, après dix ans d'érosion puis de stagnation, a été permise par de très bonnes conditions climatiques, mais elle résulte aussi du changement d'ambiance laitière provoqué par les deux géants étrangers qui ont pris pied ces dernières années outre-Manche : Arla Foods et Müller.

Malgré l'impressionnant rebond de la collecte, le Royaume-Uni s'achemine vers une nouvelle sous-réalisation, ramenée à 1 million de tonnes à l'issue de la campagne 2014/15.

Nouvelle hausse du prix du lait malgré le décrochage en fin d'année

Comme ailleurs en Europe, le prix du lait britannique a régulièrement reculé à partir du printemps sous la pression des cours déprimés des ingrédients laitiers et de stocks croissants dans les entreprises, d'autant plus que la livre sterling s'est progressivement appréciée face à l'euro (+5% entre avril et décembre). Toutefois, pour la 5^{ème} année consécutive, les éleveurs britanniques ont bénéficié d'une hausse du prix moyen annuel. Il atteint 326,1 £/1 000 litres en 2014, 3% de plus qu'en 2013 et 22% de plus que la moyenne 2010-2012. En euros, la hausse atteint 5%/2013 à 391 €/1 000 litres.

Mais ce niveau moyen de prix masque d'importants écarts entre producteurs, en fonction essentiellement de la laiterie à laquelle ils livrent et du positionnement de celle-ci. Selon DairyCo, ces écarts auraient atteint 13 p/l (16 ct/l) en décembre 2014 contre moins de 4 p/l (5 ct/l) en décembre 2013.

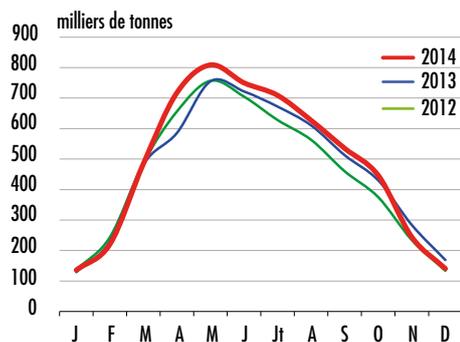
Un potentiel de croissance jusqu'alors sous-estimé ?

Alors que la plupart des experts misait sur une poursuite du repli de la collecte britannique après la fin des quotas, le pays a démontré qu'il conservait un potentiel de hausse significatif. La restructuration laitière est désormais lente : on comptait 17 770 livreurs sur la campagne 2013/14, -3% par rapport à 2012/13, pour une hausse du quota moyen de 4% à 1,11 million de litres, soit le 3^{ème} niveau le plus élevé de l'UE-28 derrière la Slovaquie et le Danemark. Dans le même temps, pour la première fois depuis 2002, le cheptel laitier britannique a progressé : +2% entre fin 2012 et fin 2013 (+31 000 vaches à 1,817 million de têtes) et la hausse a même atteint +2,6% entre juin 2013 et juin 2014 (+46 000 vaches) avec une hausse spectaculaire des importations de génisses laitières irlandaises. Les récents investissements d'Arla Foods et de Müller suggèrent que ces entreprises sont confiantes sur l'évolution de la production laitière britannique.

2 LA PRODUCTION IRLANDE

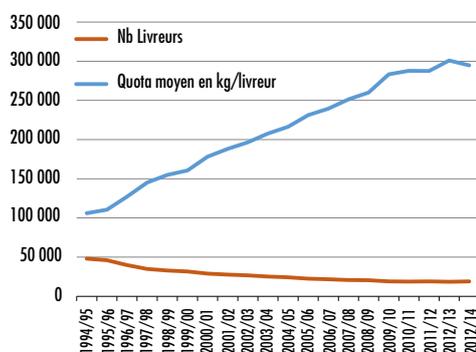


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



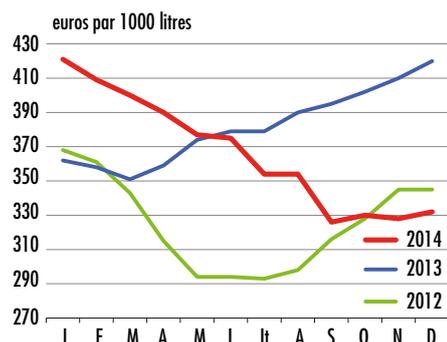
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR LAITIÈRE IRLANDAIS



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Commission européenne

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGR

Bénéficiant d'une excellente année fourragère et d'une filière offensive à la conquête des marchés, l'Irlande a sensiblement accru sa production laitière en 2014, dans le sillage du 2^{ème} semestre 2013. Si elle a ralenti fin 2014, le potentiel de hausse reste important pour l'après quota.

Collecte dopée par le climat favorable et la préparation de l'après quota

En 2014, le printemps clémente, l'été chaud puis l'automne doux et relativement sec ont assuré de très bonnes conditions de pousse et d'utilisation de l'herbe (pâturage et récolte), boostant la productivité des vaches irlandaises. En outre, le cheptel laitier s'est accru de 45 000 vaches entre fin 2013 et fin 2014 (+4%), au détriment du cheptel allaitant.

La collecte irlandaise a donc logiquement bondi au 1^{er} semestre : +7% par rapport à la mauvaise année 2013 et +4% par rapport à 2012, affichant notamment un dynamisme inédit lors du pic de collecte.

Au 2^{ème} semestre, elle a continué à excéder sensiblement le bon niveau 2013 avant de décrocher en novembre, retombant au niveau de 2011-2012. Les éleveurs ont allongé les lactations de leurs vaches sur l'automne en profitant des ressources fourragères disponibles avant de les tarir brutalement lorsqu'une complémentation est devenue nécessaire. Par ailleurs, il semble que début 2015 de nombreux éleveurs en dépassement de quota se limitent à une traite par jour après les vêlages.

Sur l'année, la collecte irlandaise atteint son plus haut historique à 5,8 millions de tonnes (+4%/2013). Elle excède de 293 000 t (6%) le profil théorique du quota national sur les 10 premiers mois de la campagne 2014/15 et, même si le ralentissement est marqué cet hiver, elle s'achemine vers un dépassement d'au moins 100 000 t (2%).

Un prix du lait élevé mais en recul par rapport à 2013

Contrairement à ce qui a été observé dans la plupart des pays européens, le prix du lait moyen annuel irlandais a reculé en 2014. À 366 €/1000 litres, il reste supérieur aux niveaux des années 2000 à 2012, mais a perdu 14 € par rapport à 2013 (-4%). Exportant 85% de sa production, l'Irlande est très exposée aux cours mondiaux des ingrédients laitiers qui affectent directement le prix du lait à la production. Ainsi, après avoir débuté l'année à un niveau record de 421 €/1000 litres, équivalent à celui du pic de fin 2007, il a reflué plus rapidement qu'ailleurs, repassant sous son niveau de 2013 dès le mois de juin. Il a terminé l'année à 332 €/1000 litres, 21% sous le très bon niveau 2013 et 4% sous la moyenne 2010-2012.

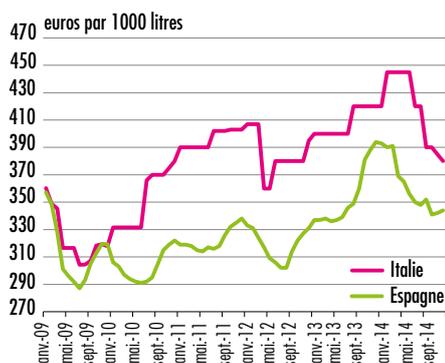
Augmentation du nombre d'éleveurs laitiers

L'Irlande est le seul pays européen à enregistrer une hausse du nombre de livreaux de lait entre les campagnes 2012/13 et 2013/14 de +3,2% à un peu plus de 19 000. En parallèle, le quota « livraisons » moyen a légèrement reculé (-2%) repassant sous la barre des 300 000 litres (294 500 litres). Cette évolution, pour le moins originale en Europe, traduit à la fois le fort dynamisme du secteur laitier irlandais qui attire de nouveaux éleveurs (notamment des conversions viande-lait) et la rigidité des structures résultant principalement d'un marché foncier très peu actif et du maintien de nombreuses petites exploitations, notamment bovins et ovins viande à temps partiel.

2 LA PRODUCTION ITALIE & ESPAGNE

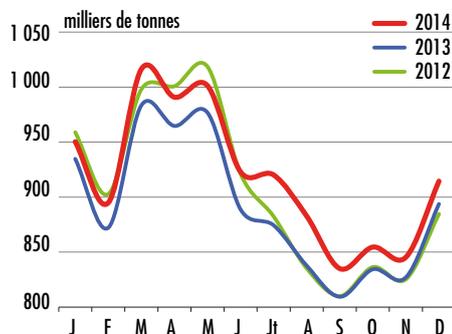


ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN ITALIE ET EN ESPAGNE



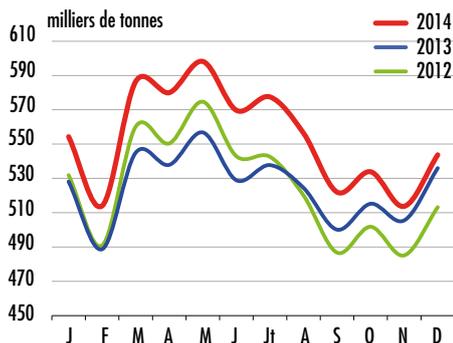
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE-DG AGRI

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ESPAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Comme les autres pays européens, l'Italie et l'Espagne ont accru leur collecte en 2014. La hausse est plus marquée en Espagne qui a profité de l'amélioration de la conjoncture et de la météo pour rebondir après 4 années difficiles. Le positionnement italien axé sur les fromages à haute valeur ajoutée modère les variations du prix du lait et de la collecte.

Nouvelle hausse, modérée, du prix du lait

En **Italie**, le prix du lait est traditionnellement parmi les plus élevés d'Europe mais peu connecté au marché des produits industriels, la transformation étant centrée sur la production de fromages de garde. Il avait ainsi moins augmenté en 2013 que dans les autres pays européens. Il a encore gagné 25 €/1 000 litres début 2014 et s'est maintenu à 445 €/1 000 litres jusqu'en mai, 25 € au-dessus du pic de début 2008. Il a reflué par la suite, repassant sous la barre des 400 € à partir de septembre. En moyenne annuelle, il affiche une hausse de 10 €/2013 (+3%), à 419 €/1 000 litres.

En **Espagne**, le prix du lait a finalement repris des couleurs au 2^{ème} semestre 2013 alors qu'il était à de bas niveaux depuis 2009. Il a ainsi démarré l'année 2014 à près de 400 €/1 000 litres, 17% au-dessus de 2013 mais loin des 465 € du pic de fin 2007. Comme ailleurs en Europe, il a reculé à partir d'avril, mais il s'est singulièrement stabilisé sur le dernier trimestre à 342 €/1000 litres. En moyenne annuelle, il a progressé de 9 € (+2,5%/2013) à 362 €/1000 litres.

Progression de la collecte au-delà du quota

La collecte italienne a dépassé les 11,0 millions de tonnes en 2014. Elle affiche ainsi une hausse de 3%/2013 mais de seulement 1%/2012. La progression a été maximale pendant l'été (+5%) mais elle n'a que modérément ralenti sur le dernier trimestre (+2%). L'Italie pourrait renouer avec les pénalités de dépassement sur 2014/15 (2% de collecte au-delà du quota sur 9 mois) après cinq campagnes de sous-réalisation.

Après quatre années très difficiles, les éleveurs espagnols ont bénéficié à partir de fin 2013 à la fois de bonnes conditions climatiques, de la hausse du prix du lait et de la baisse des cours des grains, poste de dépense très important, en particulier dans l'Espagne sèche. Ainsi, selon le FEAGA, la collecte a progressé de 7%/2013 au 1^{er} semestre et de 4% au 2^{ème}. Elle atteint 6,65 millions de tonnes sur l'année, +5,5%/2013 et +8% par rapport à la moyenne 2010-2012. La progression a été un peu plus marquée dans la Corniche Cantabrique (Espagne humide) et en particulier en Galice (39% de la production nationale), mais on enregistre également une hausse sensible dans les zones laitières de l'Espagne sèche. Alors qu'elle est traditionnellement sous-réalisatrice, l'Espagne devrait dépasser son quota sur 2014/15 (3% d'excédent sur 9 mois).

Une restructuration modérée

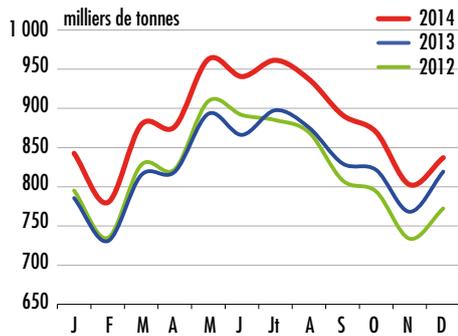
La restructuration ralentit en **Espagne** où le nombre de livreurs (18 390) a baissé de 4% sur 2012/13, contre plus de 5% sur les trois campagnes précédentes. À 343 100 litres (+6%), le quota moyen n'est plus très loin de son homologue français, mais masque d'importantes disparités. Par ailleurs, le cheptel laitier, tombé à moins de 800 000 vaches fin 2011, aurait gagné 5 000 têtes en 2014 (+1%), après une hausse de 30 000 têtes en 2013 (+4%).

En **Italie**, la restructuration se maintient à un rythme modéré : -4% de livreurs sur 2012/13, à 31 580 et hausse de 4% du quota moyen à 334 300 litres. Le cheptel laitier, en hausse de 60 000 têtes /2013 en juin 2014, afficherait au contraire -5 000 têtes en décembre à 2,07 millions de vaches.

2 LA PRODUCTION POLOGNE

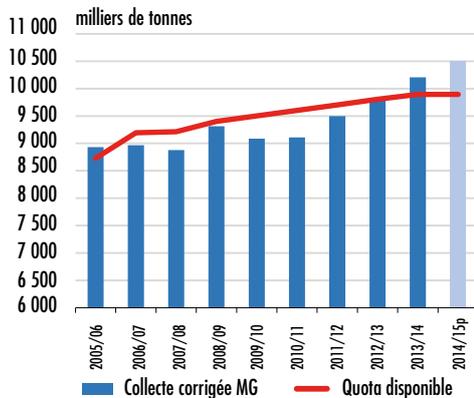


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



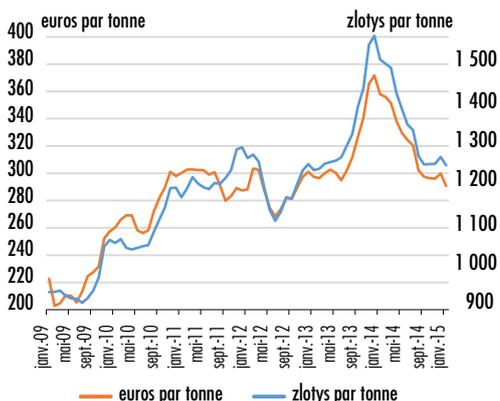
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES BILANS DE CAMPAGNE LAITIÈRE EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

Toujours en forte restructuration, la Pologne a vivement réagi à la conjoncture favorable sur la majeure partie de l'année : sa collecte a décollé et devrait largement excéder le quota.

Collecte dynamique sur fond de restructuration

La restructuration du secteur laitier polonais a ralenti par rapport au rythme très élevé enregistré au moment de son adhésion à l'UE, mais elle demeure importante. Elle va de pair avec une modernisation et une professionnalisation croissantes du secteur laitier, soutenues par le gouvernement, même si les micro-exploitations familiales restent très nombreuses. Le nombre de livreurs de lait a reculé de 5% entre les campagnes 2012/13 et 2013/14, tombant à 134 700 alors que le quota livraisons moyen a continué de progresser, mais reste parmi les plus bas de l'UE à 71 440 litres. Parallèlement, le cheptel laitier a poursuivi son recul : -2% entre fin 2013 et fin 2014, à 2,25 millions de vaches et selon nos estimations, le rendement moyen apparent de ces vaches aurait gagné plus de 300 kg/2013 (+6%), à 5 730 kg/VL.

Stimulée par la hausse du prix du lait et une demande soutenue d'une industrie en surcapacité, la collecte polonaise a commencé à décoller fin 2013 et a enregistré une progression annuelle de près 8% au 1^{er} semestre 2014. Si son dynamisme s'est ralenti au dernier trimestre 2014 face à la dégradation du prix du lait, elle a tout de même progressé de presque 6% /2013 au 2^{ème} semestre et affiche donc une hausse de 7% sur l'ensemble de l'année.

Classée au 6^{ème} rang européen, la collecte polonaise a augmenté de 16% sur les cinq dernières années (+1,45 million de tonnes). La Pologne affiche ainsi la 3^{ème} plus forte progression relative chez les dix principaux producteurs de l'UE, derrière la Belgique et l'Irlande. Elle a excédé son quota sur les deux dernières campagnes (+0,2% et +3,2%) et s'achemine vers un dépassement record de 6 à 8% sur 2014/15.

Un prix du lait stimulant

En 2014, les évolutions monétaires n'ont pas influé sur la compétitivité relative de la Pologne vis-à-vis de la zone euro, avec une parité euro/zloty restée quasiment stable depuis début 2013.

Le prix du lait polonais avait atteint un plus haut historique à 1 552 zlotys/t fin 2013 (372 €). Resté proche des 1 500 zlotys au 1^{er} trimestre 2014 (+20% /2013), il a régulièrement reflué ensuite pour se stabiliser à 1 247 zlotys, l'équivalent de 297 €, entre septembre et novembre (-14% /2013). En moyenne annuelle, le prix du lait polonais s'établit à 1 349 zlotys/tonne (322 €), en hausse de 2% par rapport à 2013. Certes, le prix polonais reste parmi les plus bas de l'UE mais, en monnaie courante, il a augmenté de 36% sur 2012-2014 par rapport à 2004-2006 quand les prix français et allemand progressaient respectivement de 22% et 24%.

Les autres pays d'Europe de l'Est ne sont pas en reste

Contrairement à la tendance des dernières années, tous les pays d'Europe de l'Est ont vu leur collecte progresser en 2014. Ensemble (hors Pologne), ils ont produit 639 000 t de plus qu'en 2013 (+5%). La progression a été particulièrement vive en Roumanie (+13,5%) et en Hongrie (+6%) ainsi que dans les pays baltes : +7% en Lituanie, +9% en Lettonie et +6% en Estonie. Au contraire, la hausse est restée très modérée en République tchèque (+1,4%), qui est le principal producteur laitier d'Europe de l'Est après la Pologne, ainsi qu'en Slovaquie (+2,1%).

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Hausse significative des résultats des ateliers laitiers

2014 est une année à marquer d'une pierre blanche pour les exploitations bovines laitières. La hausse des prix du lait sur les 9 premiers mois, les possibilités d'accroître les livraisons et l'excellente année fourragère sont les trois ingrédients qui ont permis d'améliorer significativement les résultats économiques des ateliers laitiers. Logiquement, les exploitations spécialisées bénéficient fortement de cette bonne conjoncture. Les résultats des exploitations mixtes lait-viande ont moins progressé à cause de la baisse des prix de la viande. Dans les exploitations associant le lait et les cultures, les résultats sont en légère baisse : la baisse des prix et des rendements des céréales n'est pas compensée par la marge supplémentaire de la production laitière. Cette année 2014 favorable ne sera pas de trop pour renflouer les trésoreries et faire face à la volatilité des marchés. La chute des prix du lait amorcée fin 2014 dégradera sans doute les résultats des exploitations en 2015.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

Les écarts se réduisent entre systèmes, mais s'accroissent au sein d'un même système

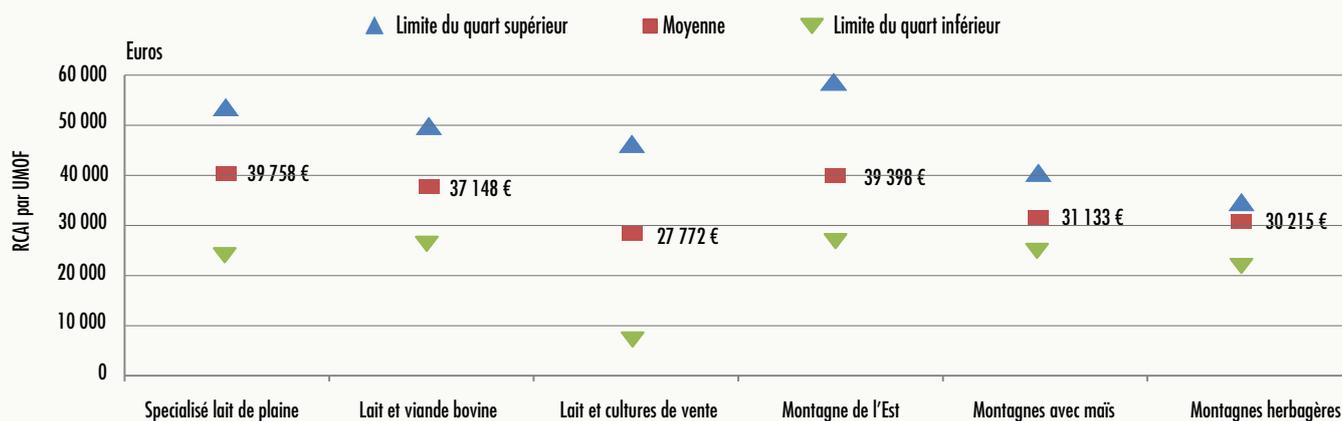
Avec 39 500 €/UMOF en moyenne 2014, les exploitations spécialisées de plaine et des montagnes de l'Est dégagent les résultats courants avant impôts et cotisations sociales (RCAI) les plus élevés. Dans les exploitations lait-viande, les résultats sont à peine inférieurs en moyenne (37 100 €/UMOF). Les exploitations spécialisées des autres zones de montagne obtiennent des résultats moindres (30 500 €/UMOF) mais elles enregistrent les hausses les plus élevées (+8 500 € en 2014/2013).

Dans les exploitations lait et cultures, les résultats sont nettement en baisse. Ils sont en moyenne de 27 800 €/UMOF.

Dans tous les systèmes la moyenne masque des écarts de résultats très importants entre exploitations. Dans les exploitations spécialisées de plaine, le quart des exploitations obtient un RCAI supérieur à 52 000 €/UMOF, tandis que le quart inférieur se situe au-dessous de 23 000 €/UMOF. Dans les exploitations lait et cultures de vente, les écarts sont encore plus importants : 25 % ont un résultat supérieur à 45 000 €/UMOF tandis que 25 % un résultat inférieur à 10 000 €/UMOF. Dans les exploitations de montagne, les résultats sont un peu plus resserrés.

RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES 2014

Estimation des Résultats Courants Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI) des principaux systèmes Bovins Lait et variabilité intra système en 2014.



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

LES EXPLOITATIONS SPECIALISÉES TIRENT PARTI DE LA BONNE CONJONCTURE

De 2007 à 2012, la hiérarchie des résultats entre systèmes était restée inchangée. Les exploitations associant du lait et des cultures obtenaient les meilleurs résultats. Depuis 2013, cette hiérarchie est modifiée. Les exploitations spécialisées tirent davantage parti de l'amélioration de la conjoncture laitière. Les revenus des exploitations mixtes lait et viande sont plutôt sur une tendance croissante, même s'ils passent derrière ceux des spécialisés de plaine en 2014. En revanche, les niveaux de revenu des exploitations lait et cultures sont en forte diminution par rapport aux très bonnes années 2010-2012 en raison de la chute des prix des céréales. Les exploitations lait et cultures sont de plus grande taille que les exploitations spécialisées. Elles sont situées dans des zones à plus faible densité où elles ont bénéficié d'attributions importantes de quotas avant 2013. À des volumes de lait par UMO supérieurs, s'ajoutent des ventes de cultures assez rémunératrices au regard du temps de travail qui leur est consacré.

Les élevages spécialisés de plaine, situés dans des zones à forte densité laitière, ont connu des évolutions de dimensions plus modestes. Depuis 1 ou 2 ans, les opportunités de développement des volumes sont toutefois plus fréquentes. Ils s'inscrivent donc, pour la plupart, dans une stratégie d'augmentation des volumes. Un juste équilibre doit être trouvé entre les investissements à réaliser, la maîtrise des coûts de production et le prix du lait.

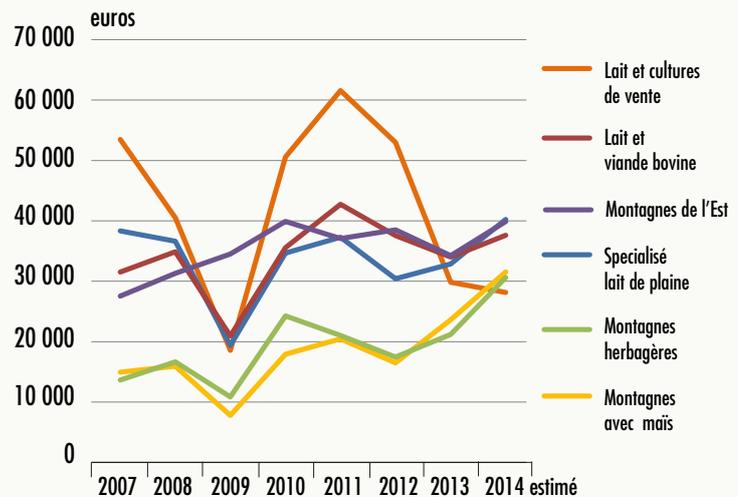
Dans les exploitations mixtes lait et viande, la combinaison des productions animales est plutôt un gage de stabilité de résultat. La sortie des quotas et la réforme de la PAC (Primes vaches allaitantes) pourraient contribuer à remettre en cause cette combinaison de productions. Toutefois, dans bon nombre de structures, la production de viande bovine devrait conserver une place à côté du lait (partage des compétences, valorisation de la STH...).

Dans les exploitations des montagnes de l'Est, la maîtrise des volumes en AOP et/ou IGP permet de maintenir les prix du lait à un bon niveau ; les résultats obtenus ces dernières années sont corrects. Ils permettent aux éleveurs d'investir et d'améliorer leurs conditions de travail. Avec la fin des quotas, l'enjeu sera de maintenir des prix du lait déconnectés de celui du lait standard.

Dans les autres zones de montagne, la question de l'autonomie alimentaire est primordiale. Avec des coûts de production plus élevés qu'en plaine, le maintien d'une bonne valorisation du lait est également essentiel dans ces zones.

EVOLUTION DES RCAI/UMOF DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ELEVAGE BOVIN LAIT

Revenu avant Impôt et déduction des cotisations sociales exploitants.



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DES REVENUS 2014

L'estimation de revenu 2014 est établie à partir d'un panel de 250 exploitations bovines laitières.

Cet échantillon est issu des exploitations des Réseaux d'élevage avec des dates de clôtures comptables comprises entre le 1^{er} septembre 2013 et le 1^{er} mai 2014.

Des indices de prix et de volumes sont appliqués sur les postes de charges et de produits de l'année 2013 (données observées). Les indices retenus s'appuient sur l'expertise des ingénieurs des Réseaux d'élevage, les tendances nationales issues de l'IPAMPA, des cotations et de données d'enquêtes (prix et volumes de lait, rendements des cultures...).

Cette méthode, appliquée sur l'ensemble de l'échantillon, permet notamment d'apprécier la diversité des résultats (moyenne, limites quart inférieur et supérieur).

FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

La base nationale Inosys Réseaux d'élevage compte 600 exploitations bovines lait dont 400 constituent le socle national. Celui-ci a pour objectif de couvrir la diversité des principaux systèmes bovins laitiers français. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne.

Leur orientation ne diffère pas fondamentalement de celle observée en moyenne dans leur zone.



Le maillage de l'échantillon des Réseaux d'élevage a été élaboré sur la base de la typologie des systèmes d'exploitation herbivores élaborée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture.

Lait spécialisé : exploitation détenant des bovins lait sans atelier bovin viande ni culture de vente significatifs.

Lait et cultures de vente : exploitation détenant des bovins lait et plus d'un tiers de la surface en culture de vente.

Lait et viande bovine : exploitation détenant des bovins lait avec plus de 5 vaches allaitantes ou plus de 0,2 jeune bovin vendu par vache laitière.

LEXIQUE

- RCAI (€/UMOF) : résultat courant avant impôts (avant déduction des cotisations sociales de l'exploitant) par umof exploitant
- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure)
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courante
- UMOF : unité de main-d'œuvre exploitant : correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

Augmentation du revenu grâce
à la hausse du prix et de la collecte



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 2 UMO exploitant
- 96 ha de SAU dont 75 ha de SFP
- 74 vaches laitières/528 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 98 EXPLOITATIONS



En 2014, les livraisons laitières ont été stimulées par le bon niveau des prix et des conditions fourragères favorables. Cette progression des livraisons a été supérieure pour ces systèmes à celle observée au niveau national (+6,7%/2013).

Des systèmes à forte proportion de maïs dans la SFP

Au sein des réseaux d'élevage, ces systèmes sont principalement localisés sur la façade Ouest (Normandie, Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, Sud-Ouest). Le maïs ensilage couvre plus de 30% de la SFP et la contribution de l'herbe pâturée à l'alimentation des vaches laitières ne cesse de diminuer depuis de nombreuses années.

Une collecte dynamisée par des prix en hausse en moyenne annuelle et des vaches laitières plus nombreuses

En Pays de la Loire, le prix moyen payé aux producteurs en septembre 2014 était de 404 €/1 000 litres et dépassait de 4,5% son niveau de l'année précédente. L'évolution de la collecte a été également favorisée par une augmentation du cheptel laitier dans les élevages. Sur la région Bretagne, c'est 20 000 vaches laitières de plus qu'au début de l'automne 2013.

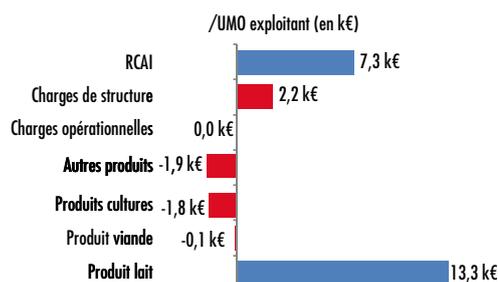
Des charges opérationnelles stables, malgré la baisse du prix des concentrés

Sur l'année 2014, les charges d'aliments ont enregistré une baisse régulière dont l'incidence reste limitée en raison de l'augmentation des effectifs ainsi que de certains postes comme les frais vétérinaires.

Un revenu en hausse

Nous estimons que le revenu moyen de ces systèmes aurait progressé d'environ 7 000 €/UMO tiré par l'augmentation du produit lait. La baisse d'environ 20% du produit des cultures et de plus de 10% des aides PAC jouent à l'inverse.

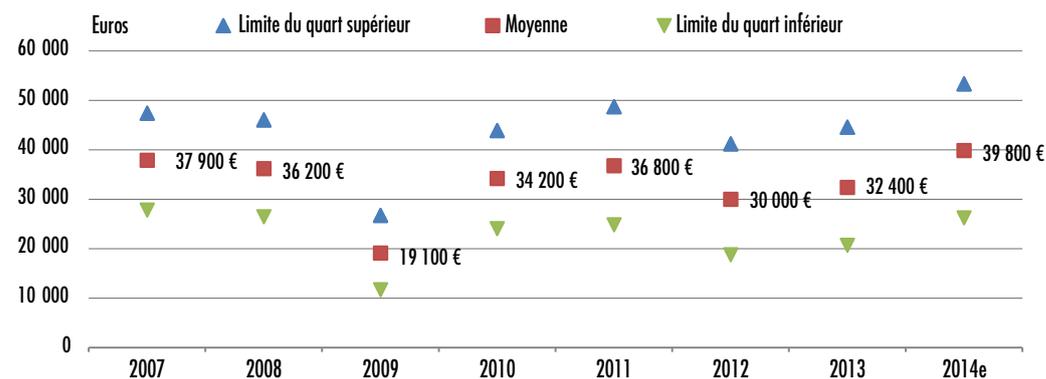
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

Dans les exploitations mixtes Lait-Viande, l'atelier laitier tire le revenu à la hausse



DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totales dont 2,2 UMO exploitant
- 144 ha de SAU dont 114 ha de SFP
- 69 vaches laitières/495 000 l de lait vendus
- 65 UGB viande dont 18 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 64 EXPLOITATIONS



Ces élevages, comme les exploitations plus spécialisées, ont bénéficié de la bonne conjoncture fourragère et du bon prix du lait de l'année 2014. Les marges bénéficiaires de l'atelier viande sont en recul ce qui explique que l'évolution du revenu soit, cette année, moins favorable que dans les élevages spécialisés.

Des systèmes qui pourraient évoluer fortement avec la fin des quotas laitiers

On distingue assez nettement deux types d'exploitations mixtes lait-viande : à l'Est des ateliers viande valorisateurs de surfaces obligatoirement en herbe (vaches allaitantes et bœufs) ; à l'Ouest, des systèmes engraisseurs ou naisseurs engraisseurs de taurillons. Dans le premier contexte, la production de viande devrait se maintenir car l'intensification libère des prairies permanentes pour une production de viande à l'herbe. A contrario, on s'attend à un recul de la production de viande dans les élevages diversifiés du Grand Ouest où les ateliers de taurillons sont en concurrence directe avec les ateliers laitiers pour la valorisation des cultures fourragères. L'ampleur et la vitesse de ce mouvement de spécialisation dépendra bien entendu de l'évolution relative des prix de la viande et du lait.

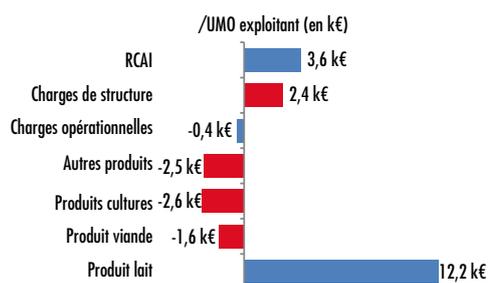
Après 3 années d'embellie, le prix de la viande bovine recule

Les prix des viandes bovines ont baissé de 6% en 2014 après 3 années consécutives de progression. Le produit viande s'inscrit donc à la baisse contrastant avec le produit de la vente du lait en nette augmentation sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes livrés (+40 000 l soit +7%) et de la hausse du prix du lait (+21 € soit +6%). L'augmentation du produit lait fait plus que compenser les baisses des autres produits (viande, cultures de vente et aides).

En 2014, l'atelier laitier tire le revenu à la hausse

Les charges opérationnelles s'inscrivent en légère baisse (-1%/2013) grâce à la baisse des prix des concentrés et des engrais. La bonne campagne fourragère 2014 a aussi permis de réaliser des économies sur le poste alimentaire, tout particulièrement quand le pâturage reste important. Malgré des aides PAC en baisse de plus de 10%, le revenu de ces systèmes est attendu en augmentation de 10 à 15% par rapport à 2013, sensiblement moins que les spécialisés.

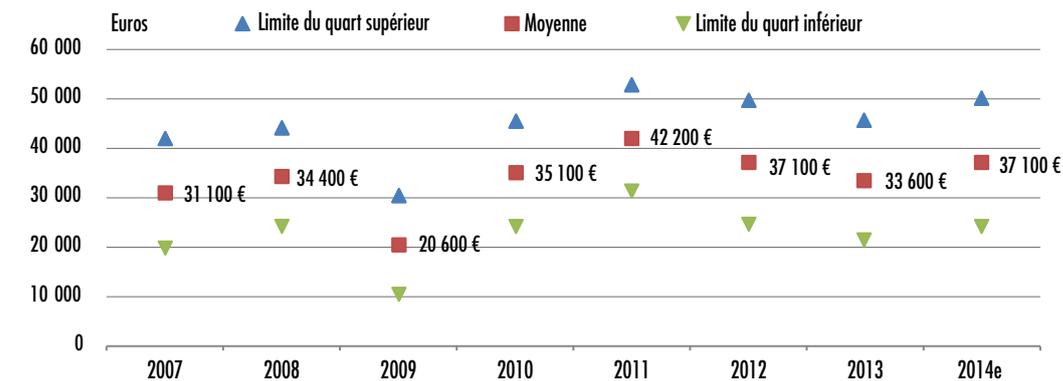
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

Nouvelle baisse de revenu pour les polyculteurs éleveurs



DONNÉES REPÈRES

- 2,7 UMO totales dont 2,3 UMO exploitant
- 188 ha de SAU dont 117 de cultures de vente
- 76 vaches laitières/625 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 45 EXPLOITATIONS



En 2014, les revenus des polyculteurs reculent encore, en raison d'une nouvelle diminution des prix de vente des cultures et des aides à l'ha. La hausse du prix du lait limite la perte de revenus.

Des rendements céréaliers relativement stables

Ces exploitations sont localisées dans les régions de polyculture élevage : intensives au Nord, avec des contraintes herbagères dans l'Est ou encore dans des zones de faibles densités laitières (Centre, Centre-Ouest, Sud-Ouest). Les rendements des cultures de vente sont relativement stables par rapport à 2013 pour l'ensemble des régions concernées, de même que les surfaces cultivées. La baisse du produit culture est donc essentiellement due à l'effet prix (de l'ordre de -20%).

Un produit lait qui continue de progresser

La possibilité de produire des volumes de lait supplémentaires a été mise à profit par la majorité de ces éleveurs, abondant des références importantes (+9% soit près de 50 000 l de plus de lait livré par point de collecte). Ce sont dans ces zones de polyculture élevage que la réponse laitière a été la plus marquée.

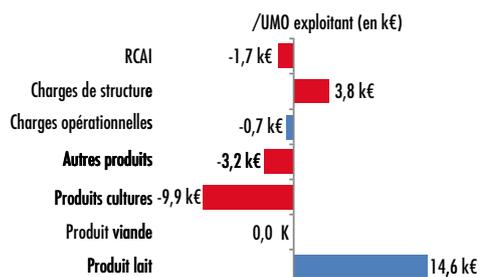
Le produit de l'atelier lait progresse ainsi de 15 k€/UMO, grâce à cette augmentation des livraisons et à celle du prix du lait (+20 €, soit 5,5% par rapport à 2013).

Le volume de lait supplémentaire a pu être fait grâce à une année fourragère plus favorable (reconstitution des stocks de fourrages, notamment maïs), en conservant les vaches présentes tout en augmentant les concentrés distribués.

Des revenus en légère baisse, une exception dans l'ensemble des systèmes laitiers en 2014

Deux années de suite de mauvaise conjoncture céréalière font passer les revenus de ces systèmes, habituellement supérieurs à la moyenne, en dessous des 28 000 €/UMO. Comme pour les deux systèmes précédents, les aides sont en baisse de plus de 10%. Ces exploitations de polyculture élevage peuvent compenser pour une année donnée un mauvais résultat lié à un atelier par le bon résultat d'un autre. En 2014, c'est l'atelier lait qui fait le revenu de ces systèmes.

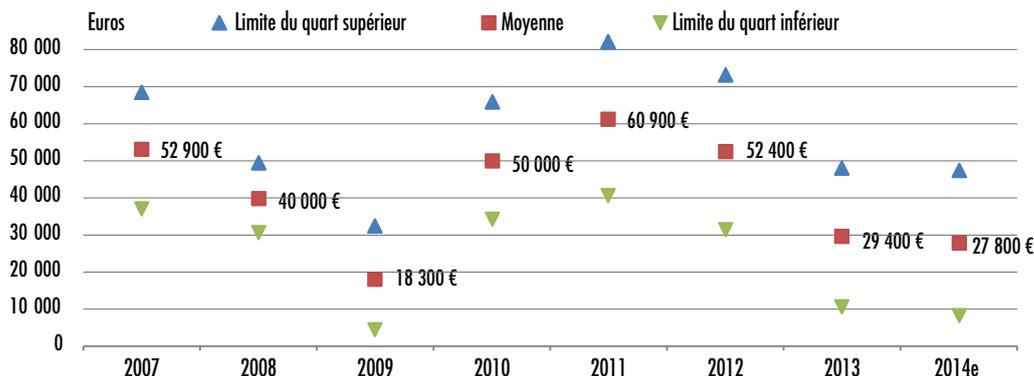
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES DE L'EST

De très bons revenus pour les exploitations dans les filières AOP



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 102 ha de SAU dont 96 ha de SFP
- 53 vaches laitières/303 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



2014 voit les revenus des exploitations de montagne de l'Est rebondir après la baisse de 2013. La bonne santé du marché des fromages AOP et surtout une année climatique très favorable aux systèmes herbagers ont permis d'égaliser le record historique de résultat courant avant impôts de 2010.

Des exploitations herbagères dont le lait est valorisé en AOP ou IGP

Les 17 exploitations de ce groupe sont toutes situées sur les massifs des Alpes ou du Jura dans des zones de production de fromages AOP (Comté, Beaufort, Morbier, Mont d'Or...) ou IGP (Tomme, Emmental). L'herbe est la base de l'alimentation des troupeaux avec le pâturage en période estivale et des rations à base de foin et de regain en hiver.

Une augmentation du produit lait

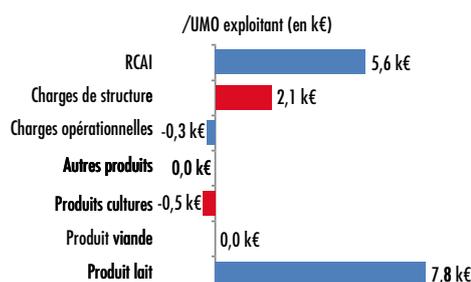
Le prix du lait déjà élevé en 2013 a poursuivi son ascension en 2014 (+ 5 €). Par rapport au lait standard de plaine, le prix du lait à Comté est supérieur de 100 €/1000 litres. L'écart de prix est parfois encore supérieur pour les autres appellations. Ce prix du lait s'explique par une demande forte en lait pour fabriquer des produits AOP après une année 2013 dont la production était pénalisée par des conditions fourragères médiocres et avait entraîné une diminution des stocks de fromages.

Les éleveurs ont répondu à cette opportunité de produire plus ; on estime à plus de 9% les volumes supplémentaires par rapport à 2013. L'effectif moyen de vaches s'est étoffé de presque 3 vaches par élevage en 2014. L'année fourragère étant favorable, la productivité des vaches a aussi augmenté sauf en zone d'altitude, où les récoltes de foin sont abondantes, mais de qualité moyenne à cause de la fréquence des pluies de juin et juillet. La production laitière d'alpage a aussi été limitée par l'été frais et pluvieux. Cette augmentation de productivité n'a pas entraîné d'augmentation des charges opérationnelles.

La bonne rentabilité repose sur le prix du lait

Cette année faste en matière de résultat ne doit pas faire oublier la dépendance de ces systèmes à la valorisation spécifique en fromages AOP. Les charges de structure pèsent de plus en plus lourd dans ces systèmes et les coûts de production sont élevés. Les bonnes années encourageant plus à l'investissement (parfois démesuré) qu'à l'épargne de précaution. Dans le contexte de sortie des quotas, comment réagiront ces filières où la maîtrise des volumes produits contribue au maintien d'un bon prix du lait ?

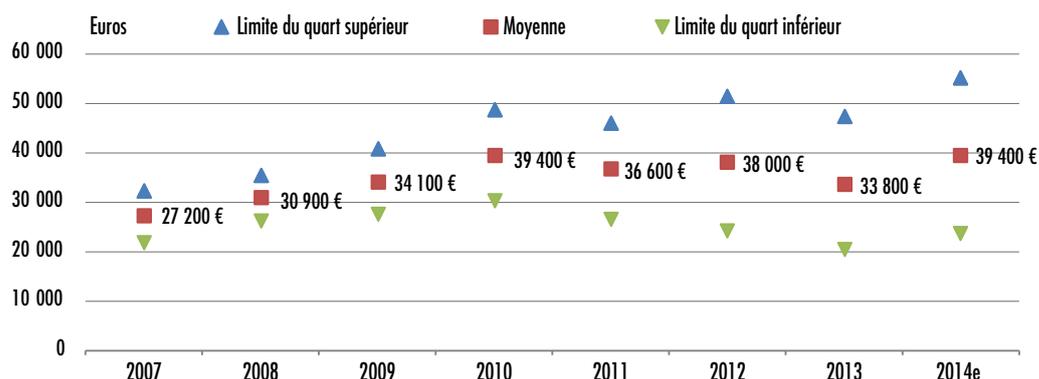
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNE AVEC MAÏS

Vers un revenu record, mais toujours bien inférieur aux exploitations spécialisées de plaine



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 2,1 UMO exploitant
- 90 ha de SAU dont 76 ha de SFP
- 61 vaches laitières/454 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 33 EXPLOITATIONS



Ces élevages spécialisés de montagne bénéficient de la bonne année fourragère favorable à la production laitière et de l'embellie du prix du lait.

La pluviométrie estivale favorable à la pâture et au maïs

Ces exploitations se situent dans les zones de montagne où la culture du maïs est possible : bordures Est et Sud du Massif-Central, piémonts alpins et pyrénéens. Après un printemps sec, l'été bien arrosé a permis de bons rendements en maïs-ensilage. Contrairement aux années normales, la pousse de l'herbe a été continue durant tout l'été et a ainsi favorisé la production laitière tout en limitant le recours aux fourrages stockés. Des récoltes d'herbe ont aussi été possibles à l'automne et les stocks de maïs ensilage sont importants et de bonne qualité.

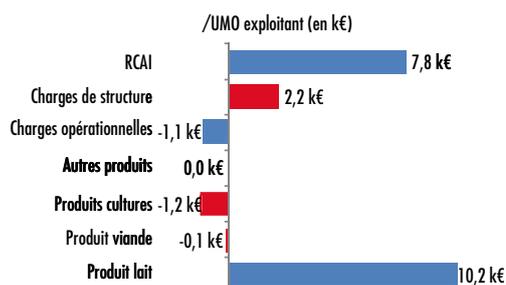
Une année favorable à la production laitière

La bonne pousse estivale de l'herbe et le prix du lait ont encouragé les éleveurs à produire plus de lait : de +5 à +10%/2013 selon les exploitations. C'est l'effet conjoint d'une augmentation de la productivité des vaches et du cheptel lorsque les éleveurs disposaient de places en bâtiment. Grâce à l'abondance du pâturage d'été et au bon maïs distribué à l'automne, les quantités de concentrés ramenées au litre de lait sont restées stables par rapport à 2013. La qualité sanitaire du lait (leucocytes) s'est parfois dégradée notamment lorsque les bâtiments étaient surchargés.

Le revenu en hausse pour la deuxième année consécutive

Le produit laitier a progressé de 10 000 €/UMO en 2014 (+12%/2013), malgré un tassement du coproduit viande. Dans ces systèmes de montagne, les aides sont stables. Les charges opérationnelles diminuent légèrement du fait notamment de la baisse des prix des engrais et du carburant et de la maîtrise des charges d'alimentation. Au final, le revenu de ces exploitations s'améliore nettement (+33%/2013), mais reste bien inférieur à celui des exploitations spécialisées de plaine. Cette augmentation du revenu pour la deuxième année consécutive a pu d'abord encourager les investissements en vue de la sortie des quotas, mais la baisse du prix du lait en fin d'année les a certainement freinés.

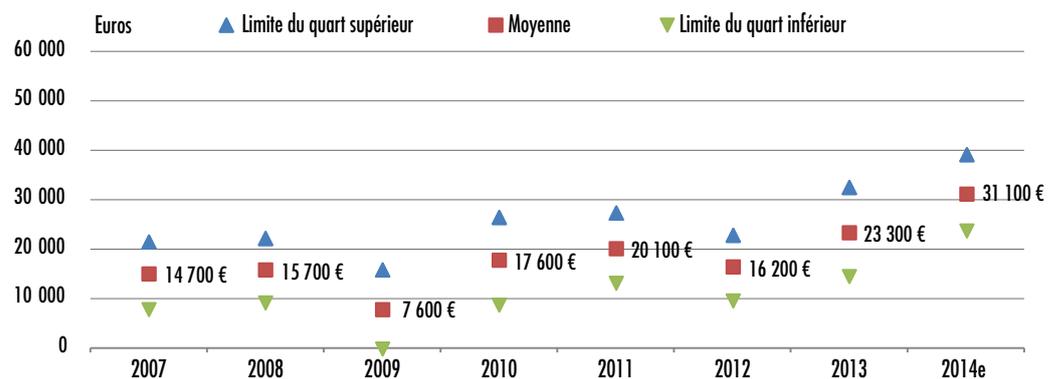
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNE HERBAGÈRE

Une année favorable pour les éleveurs laitiers de montagne



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 81 ha de SAU dont 79 ha de SFP
- 45 vaches laitières/269 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



La production laitière a été favorisée par des conditions climatiques assez favorables et des prix du lait à la hausse. Avec des charges et des aides stationnaires, la hausse du produit a permis une hausse conséquente du revenu de ces éleveurs laitiers de montagne.

Des fourrages en quantité mais souvent de faible qualité

Après un printemps sec, l'été pluvieux a été favorable à la pousse de l'herbe mais n'a pas toujours permis de récolter des fourrages de qualité, ce qui aura surtout des répercussions en 2015. En particulier dans l'ouest du Massif-Central, les éleveurs ont peiné à trouver une fenêtre favorable à la récolte du foin. En revanche le pâturage a partout été favorable à la production laitière.

Une production laitière en hausse de près de 10% dans notre échantillon

Favorisée par une bonne saison de pâturage et des prix du lait incitatifs, la production laitière a été en forte hausse dans les fermes de notre échantillon. Cette production supplémentaire a été réalisée avec des vaches en plus et un rendement laitier en hausse. La quantité de concentrés par vache a peu augmenté par rapport à celle distribuée en 2013, alors élevée dans un contexte climatique difficile.

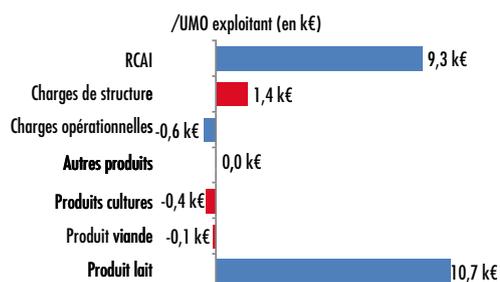
Un prix du lait en hausse et des charges contenues

La hausse du prix du lait a été estimée à environ 20 €/1 000 l en moyenne 2014, malgré la baisse de fin d'année. L'estimation de la hausse du produit lait s'explique pour un tiers par cette augmentation du prix et pour 2/3 par l'augmentation des livraisons. Malgré des vaches supplémentaires, les charges sont restées relativement stables, grâce à l'autonomie fourragère atteinte cette année et à la baisse des prix des concentrés et du carburant.

Un revenu en forte hausse

D'après notre estimation, le revenu moyen des exploitations herbagères de montagne du réseau d'élevage aurait progressé d'environ 9 000 €/UMO grâce essentiellement à l'augmentation du produit lait. Le produit viande a quant à lui très peu varié et la baisse des aides du 1^{er} pilier a été compensée en montagne par l'augmentation de l'ICHN. La bonne conjoncture 2014 a ainsi permis de remettre à flot des trésoreries tendues voire même d'investir.

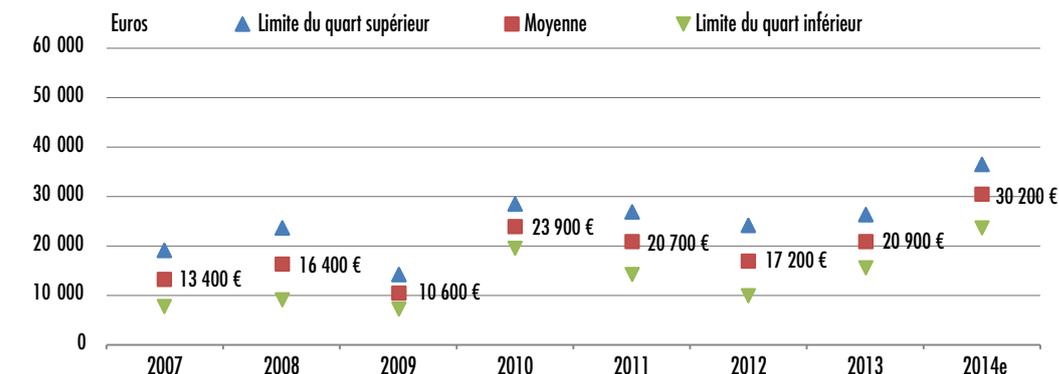
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2013 ET 2014



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

Avant Impôts et cotisations sociales (RCAI)/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : S3E/Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

e : estimation

4

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux évènements de l'année 2014



En 2014, l'industrie laitière a poursuivi ses investissements au moins au même rythme que depuis 2008. En France, la concentration se poursuit dans la coopération laitière et les investissements portent toujours prioritairement sur les ingrédients secs.

En Europe du Nord et de l'Ouest, le rythme des investissements ne mollit pas. Les grands transformateurs accroissent leur capacité de transformation et étendent leur zone d'influence.

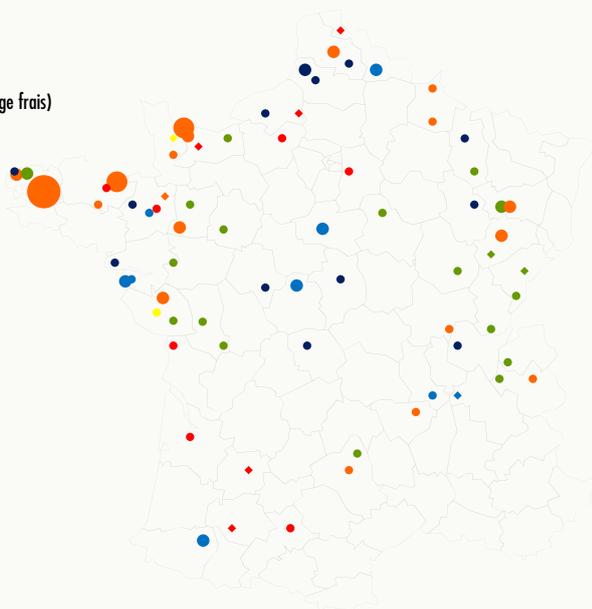
Comme en France, des opérateurs étrangers, chinois et océaniques, s'implantent aussi aux Pays-Bas pour sécuriser leurs approvisionnements.

FRANCE

INVESTISSEMENTS ANNONCÉS OU FINALISÉS EN FRANCE ENTRE 2012 ET 2014

- PUF (yaourt, dessert lacté, fromage frais)
- Lait liquide, boisson lactée
- Matière grasse laitière
- Produits laitiers secs
- Fromages
- Autres produits ; concentrateur, évaporateur, R&D

- > 100 M€
- 50 à 100 M€
- 20 à 50 M€
- 1 à 20 M€
- ◇ nd



Source : CNIEL

Concentration dans la coopération laitière

Le groupe **Sodiaal** a poursuivi sa restructuration en 2014. Il a tout d'abord fusionné avec **3A** et **Lacopab** au mois de janvier, puis a repris **La Briade laitière** pendant l'été. Le nouveau groupe ainsi constitué collecte 4,6 milliards de litres de lait en provenance de 14 000 producteurs et génère un chiffre d'affaires supérieur à 5 milliards €. De son côté, le groupe **Eurial** a fusionné avec **Valcrest** au 1^{er} juillet.

Les investissements annoncés ou finalisés par les entreprises françaises au cours des trois dernières années ont été particulièrement soutenus.

Dans la presse furent évoqués pas moins de 73 projets, mis en œuvre par 48 entreprises au sein de 44 départements. Ces projets représentent un montant d'investissements de plus d'un milliard €.

1 milliard d'euros

C'est le montant des investissements dans les outils de transformation de 2012 à 2014.

Des investissements majeurs dans les ingrédients secs

Au cours de l'année 2014, les principaux investissements annoncés ou finalisés en France concernent les produits laitiers secs. **Laïta** met en œuvre un plan d'investissement de 80 millions €, visant à accroître sa capacité de transformation de 15%. Outre la modernisation de plusieurs sites (installation de complexes de déminéralisation de lactosérum à Landerneau et Créhen ; spécialisation de la tour Multi-Stage-Drier d'Anceis dans le séchage de produits fermentés), ce plan comprend la construction sur le site de Créhen (22) d'une nouvelle tour de séchage d'une capacité annuelle de 30 000 tonnes et d'un atelier de conditionnement de lait infantile pour un montant de 60 millions €.

Synutra annonce la mise en œuvre d'une deuxième phase d'investissement sur le site qu'il construit actuellement à Carhaix (29) avec son partenaire **Sodiaal** ; 46 millions € supplémentaires sont ainsi apportés dans l'installation d'un atelier de conditionnement.

Lactalis investit 6,5 millions € à Rouvroy-sur-Audry (08) pour mettre en place une nouvelle ligne de fabrication d'ingrédients secs pour la nutrition infantile et celles des séniors. Après la reprise fin 2013 du fabricant de lait infantile **Sodilac**, le groupe **Bongrain** investit également dans sa filiale **Armor Protéines**, notamment avec un projet de 11,8 millions € sur le site de Loudéac (22). **L'Union des Producteurs de Beaufort** construit une usine de fabrication de concentrés de protéines sériques (WPC 80) à Albertville (73) pour un montant de 12 millions €. **Nestlé** installe sur son site de Challerange (08) un deuxième évaporateur qui permettra de porter la capacité annuelle de fabrication de poudre de lait du site de 15 000 à 22 000 t/an, moyennant un investissement de 12 millions €. **Ingredia**, qui a mis en service sa nouvelle tour de séchage sur le site de Saint-Pol-sur-Ternoise (62) suite à un investissement de 28 millions €, annonce l'acquisition de **Galactis Pharma**, un fabricant de peptides pour l'industrie pharmaceutique.

L'année 2014 a été marquée par plusieurs investissements de PME fromagères, dont la **coopérative des Erythrônes** (5,3 millions €) à Aromas (39), **Dongé** (9 millions €) à Triconville (55), la **laiterie coopérative de Yenne** (3 millions €) en Savoie, **Delin** (8 millions €) à Gilly-lès-Citeaux (21), l'affineur **Marcel Petite** (4 millions €) à Granges Narboz (25), **Chabert** (3 millions €) à Vallières (74) et **Milleret** à Charcenne (70).

Mais aussi dans le lait liquide et les ultra-frais pour moderniser les lignes

Dans le domaine du lait de consommation, **Sodiaal** inaugure une nouvelle ligne de conditionnement de lait frais à La Talaudière (42), suite à un investissement de 4 millions €. La **Laiterie Saint Denis de L'Hôtel** annonce 25 millions € d'investissement pour diversifier l'activité de conditionnement de ses deux sites localisés à Saint Denis de L'Hôtel (45) et à Varenne (36). La **laiterie de Verneuil** investit 4,2 millions € pour accroître sa capacité de stockage et installer une nouvelle ligne de lait UHT de type « square ». La **laiterie Saint-Père**, filiale

du groupe **Intermarché**, augmente sa capacité annuelle de conditionnement de lait UHT de 180 à 230 millions de litres, moyennant un projet de 20 millions €.

Dans le domaine des produits ultra-frais, **Sill** reprend **Le Petit Basque**. **Senoble** annonce un investissement de 10 millions € pour installer de nouvelles lignes de fabrication de desserts lactés à Aytré (17). Il évoque également un projet de cession à **Agrial** de sa participation de 49% dans leur joint-venture **Senagral**. Par ailleurs, des négociations sont actuellement en cours avec le groupe américain **Schreiber** pour lui céder les deux usines espagnoles de Senoble. **Triballat Noyal** finalise la construction d'une troisième usine à Noyal-sur-Vilaine (35), spécialisée dans les produits ultra-frais biologiques, moyennant un investissement d'environ 10 millions €.

Lact'Union annonce un plan d'investissement de 25 millions € sur 3 à 4 ans au sein de son site d'Abbeville (80), qui lui permettra de doubler ses capacités de recherche et développement. Dans le cadre de son partenariat avec **Sodiaal**, la **CLHN** investit 7,5 millions € sur son site de Maromme (76) pour le doter d'un centre de microfiltration. Enfin, **Häagen Dazs** étend la capacité de son site de crèmes glacées localisé à Tilloy-lès-Mofflaines (62), moyennant un investissement de 19 millions €.

Poursuite du développement des leaders français à l'international

Les leaders français ont poursuivi leur croissance à l'international en 2014, en particulier dans les pays tiers. En Afrique, **Danone** acquiert 40% du groupe kenyan **Brookside Dairy**, et augmente de 22% sa participation dans la **Centrale Laitière du Maroc** pour la porter à 90,9%, moyennant un investissement de 280 millions €. Au Brésil, **Lactalis** devient un acteur de premier plan, en rachetant 14 usines du groupe **LBR** pour 80 millions €, et en reprenant l'intégralité des actifs laitiers de **Brasil Foods** pour 630 millions €.

En Asie, **Danone** investit 485 millions € pour augmenter sa participation de 4% à 9,9% dans le groupe chinois **Mengniu**, puis 435 millions € pour acquérir une participation de 25% dans le fabricant de lait infantile **Yashili**. En parallèle, il cède son usine indonésienne au groupe **Indofood**. De son côté, **Lactalis** acquiert le groupe indien **Tirumala** pour 220 millions €.

En Océanie, **Danone** prend le contrôle du fabricant néo-zélandais de lait infantile **Gardians**, tandis que **Lactalis** se déploie sur le sol australien, en reprenant, via sa filiale **Parmalat**, le conditionneur de lait et de jus fruits **Harvey Fresh**.

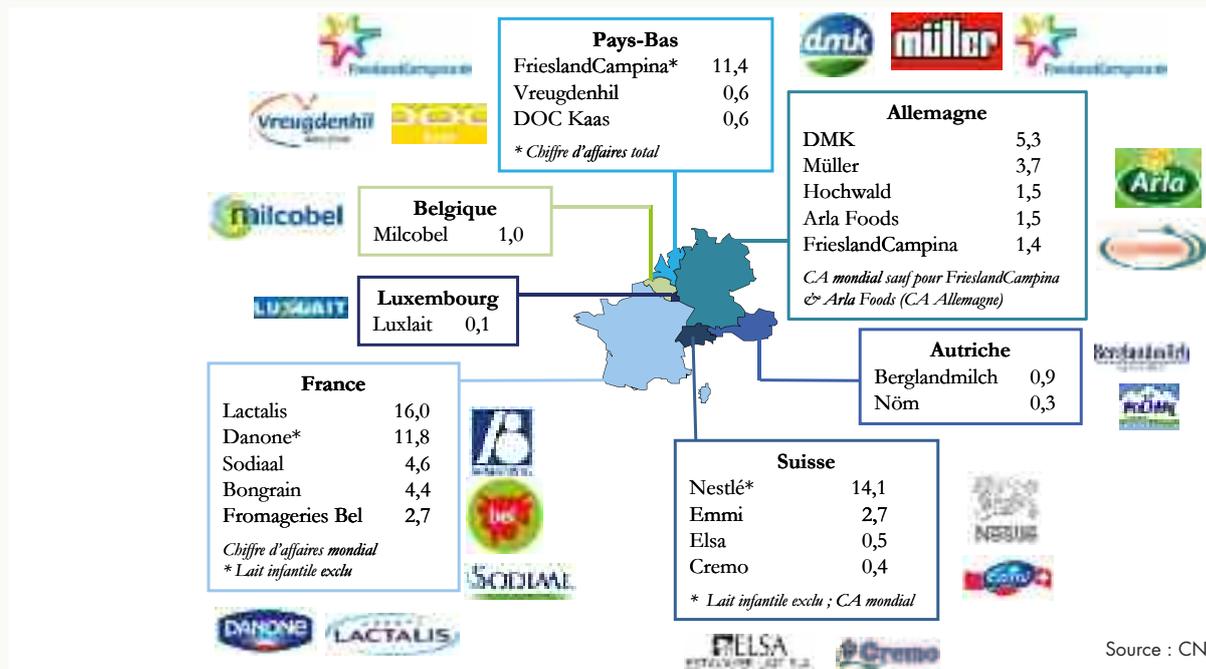
Plusieurs projets de construction d'usines à l'étranger sont actuellement mis en œuvre par des entreprises françaises. **Yoplait**, filiale de **Sodiaal**, construit une usine de yaourts dans l'Est de la Chine, **Danone** investit actuellement au Brésil dans un nouveau site de fabrication d'aliments infantiles situé à Poços de Caldas. Les **Fromageries Bel** mettent en service une nouvelle usine de Mini Babybel aux États-Unis dans l'Etat du Sud Dakota.

4 LES TRANSFORMATEURS

EUROPE DE L'OUEST

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2013 en milliards d'euros



Source : CNIEL

EN ALLEMAGNE, Arla Foods investit 24 millions € à Uphal pour dynamiser la fabrication de quark et de produits biologiques, ainsi que 17 millions € à Pronsfeld, dont la nouvelle tour de séchage a été endommagée par un incendie fin 2013. DMK accroît la capacité de sa fromagerie de Georgmarienhütte et l'équipe d'un évaporateur pour le lactosérum, moyennant 30 millions €. ArNoCo, joint-venture entre Arla Foods et DMK, met en service à Nordhackstedt un atelier de fabrication de WPC et de 25 000 t/an de lactose, (investissement de 50 millions €). La coopérative Ammerland annonce un investissement de 73 millions € sur deux ans à Dringenburg pour doter le site d'une 4^{ème} ligne de fabrication de pâte pressée non cuite et installer un nouvel évaporateur pour le lactosérum. En parallèle, elle augmente le montant de ses parts sociales, de 30 à 40 €/t livrée. Le groupe Müller met en service une nouvelle centrale énergétique à Leppersdorf, après un investissement de 60 millions €. Deux groupes suisses accroissent leur présence industrielle en Allemagne : Emmi, qui porte sa participation de 24% à 76% dans le fabricant de produits biologiques Gläserne Molkerei (80 millions € de CA en 2013) ; Hochdorf qui acquiert 60% du fabricant de produits secs Uckermark (250 millions € de CA). Le groupe japonais Morinaga, propriétaire du transformateur laitier allemand Milei (126 millions € de CA), construit une nouvelle tour de séchage à Leutkirch, dans l'Allgäu, pour 150 à 200 millions de litres /an supplémentaires d'ici 2018.

Enfin, Danone, via sa filiale Milupa, construit à Fulda un deuxième atelier de fabrication de lait infantile, pour environ 100 millions €.

EN BELGIQUE, le leader Milcobel finalise l'extension de sa nouvelle usine de Langemark, où 30 millions € ont été investis pour augmenter la capacité de fabrication de mozzarella de 25 000 à 50 000 t/an. Il annonce, en outre, un plan d'investissement de 150 millions € sur 4 ans dans le lait infantile, les dérivés de lactosérum ainsi que la mozzarella, et rachète le grossiste belge en fromages Heremans. La coopérative Walhorn, qui collecte 550 millions de litres /an, fusionne au 1^{er} août avec Arla Foods.

AUX PAYS-BAS, le groupe chinois Yili ouvre un centre de R&D dans l'université de Wageningen. La coopérative Cono Kaasmakers inaugure sa nouvelle fromagerie d'une capacité de transformation de 420 millions de litres/an, suite à un investissement de 80 millions €. FrieslandCampina annonce un investissement de 30 millions € pour reconstruire le site d'affinage et l'atelier de saumurage de Gerkesklooster, endommagés par un incendie, et agrandir son site de Nuenen dédié au marché RHF. Le groupe néerlandais se positionne également en Chine, en acquérant la moitié de l'usine de Huishan Dairy localisée à Xiushui pour 86 millions € et en prenant une participation dans le capital de Huishan Dairy pour 23 millions €. Il acquiert la filiale laitière du groupe Olam à Abidjan en Côte d'Ivoire pour 14 millions € et porte sa participation de 7,5% à 10% dans le groupe laitier néo-zélandais Synlait.

EUROPE DU NORD

Des investissements dans des capacités supplémentaires

AU DANEMARK, Arla Foods augmente la capacité de plusieurs de ses fromageries, en investissant 9 millions € à Holstebro (fromage frais à la marque Buko), 11 millions € à Branderup (capacité de mozzarella portée à 25 000 t/an) et 7 millions € à Taulov (capacité de fabrication portée de 70 000 à 80 000 t/an). Il affecte, en outre, 38 millions € au triplement de la capacité de fabrication d'hydrolysats de protéines du site de Videbaek. Fin 2014, il inaugure à Norre Vium sa nouvelle usine de lactose, d'une capacité de 80 000 t/an, et annonce la commercialisation prochaine de lactose sur la plate-forme d'enchères GDT.

EN SUÈDE, Arla Foods met en service à Falkenberg la plus grosse usine européenne de cottage-cheese, d'une capacité de 29 000 t/an et se sépare de deux filiales, **Danapak Flexibles** spécialisée dans le conditionnement et **Dairy Fruit** dédiée aux préparations de fruits.

EN FINLANDE, Valio investit 30 millions € pour doter son site de Tempere de nouvelles lignes de conditionnement de lait « spéciaux » et 40 millions € dans son usine localisée à Oulu. Durant l'été 2014, il inaugure son nouvel atelier de valorisation de lactosérum destiné à la fabrication de lait infantile sur le site de Lapinlahti.

EN IRLANDE, l'Irish Dairy Board annonce un investissement de 30 millions € pour doter le site de Dairygold à Mitchelstown d'une beurrerie d'une capacité annuelle de 50 000 tonnes. **Lakeland Dairies** projette de construire une nouvelle tour de séchage à Baillieborough pour 36 millions €, et acquiert, début 2015, le fabricant britannique de yaourt glacé **Taste Trends**. Le groupe irlandais **Glanbia plc** acquiert deux fabricants de compléments pour sportifs, l'américain **Isopure** pour 115 millions € et le danois **Nutramino** pour 20 millions €. En outre, il construit une nouvelle usine de lait UHT sur son site de Monaghan et commence à exporter des briques de lait vers la Chine à la fin de l'année 2014. **Glanbia Ingredients**

Ireland, (40% Glanbia plc et 60% Glanbia Cooperative Society Ltd), investit 8 millions € dans l'extension de la fabrication de protéines laitières de son site de Virginia et récupère 25 millions de litres de collecte émanant de 42 éleveurs de la coopérative Fivemiletown.

Concentration et modernisation au Royaume-Uni

AU ROYAUME-UNI, la principale opération est le rachat de l'activité de lait de consommation de **Dairy Crest**, soit 1,2 milliard de litres par an, par **Müller Wiseman** pour 95 millions €. **Arla Foods** inaugure au mois de mai la plus grosse usine de conditionnement de lait frais dans le monde à Aylesbury, d'une capacité annuelle d'un milliard de litres. Il investit également 11 millions € pour accroître la capacité de son site de conditionnement d'Owesity. **South Caernarfon Creameries** étend à 17 000 t/an la capacité de sa fromagerie de Chwilog pour 11 millions €.

EUROPE DU SUD

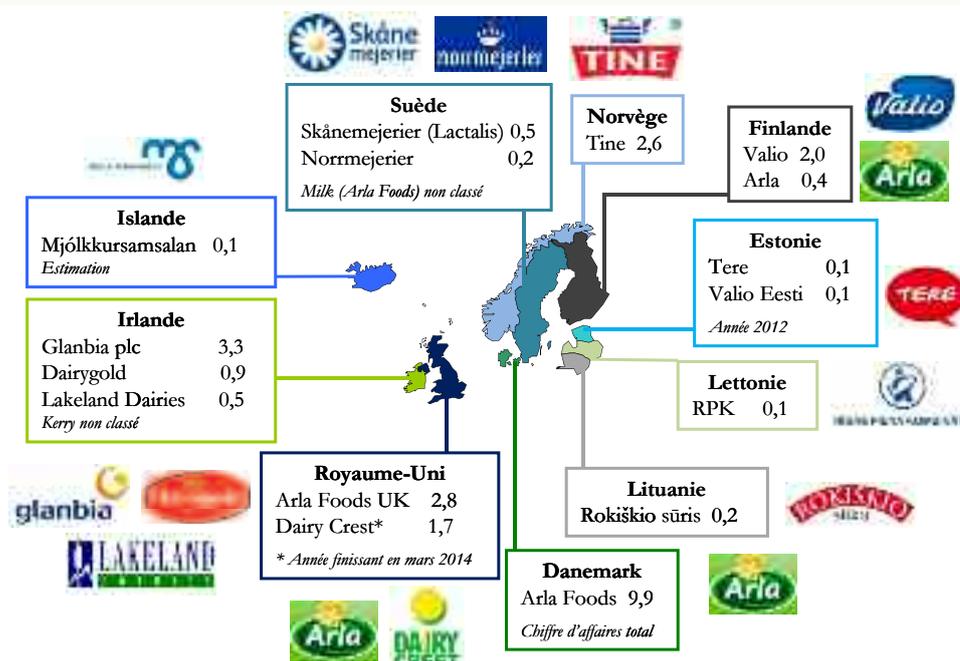
EN ESPAGNE, le groupe américain **Schreiber** entre en force sur le marché des produits ultra-frais, en rachetant l'usine de Danone dans les îles Canaries et en négociant la reprise des deux sites de fabrication de Senoble. La concrétisation de ces deux opérations permettrait à Schreiber de réaliser un chiffre d'affaires d'environ 400 millions € en Espagne. De son côté, l'**Irish Dairy Board** acquiert le fabricant espagnol de fromage à pizza **Luxtor**. Fin janvier 2015, **Quesería Lafuente** finalise l'acquisition de Central Quesera Montesinos qui augmentera ses fabrications annuelles de fromages de 23 500 à plus de 40 000 tonnes.

EN ITALIE, **FrieslandCampina** acquiert son agent commercial DEK et rachète 80% du distributeur de fromages **Orange srl**. Le fromager **Nuova Castelli** est repris par le fonds britannique **Charterhouse Capital Partner** pour environ 300 millions €. Début 2015, **Lactalis**, via sa filiale Parmalat, prend le contrôle de Latterie Friulane pour 12 millions €.

Redaction CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2013 en milliards d'euros



Source : CNIEL

5

LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

Des débouchés insuffisants pour absorber l'afflux de collecte

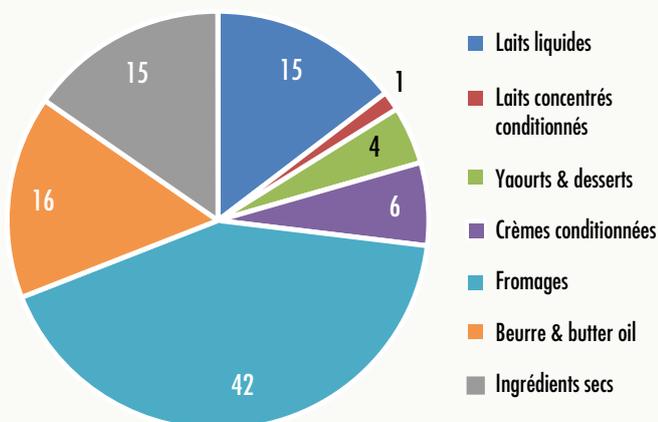
En 2014, le dynamisme de la production laitière européenne a déséquilibré les marchés européens des produits laitiers qui ont évolué à front renversé en 2014 par rapport à 2013.

Face à une demande intérieure peu dynamique, les transformateurs ont relancé les fabrications de produits de report, poudre maigre et secondairement beurre. Au 1^{er} semestre, ils ont massivement exporté sur un marché mondial encore demandeur. Au second semestre, en revanche, ils ont subi la conjonction du ralentissement de la demande chinoise, de l'embargo russe et de la forte reprise de production aux États-Unis et en Océanie. La chute des cours a ainsi été presque ininterrompue tout au long de l'année. Faute de débouché, la moitié du supplément de collecte annuelle a été mis en stocks de report en 2014.



COLLECTE 2014

UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE EN 2014 (% DE MSU)



75%

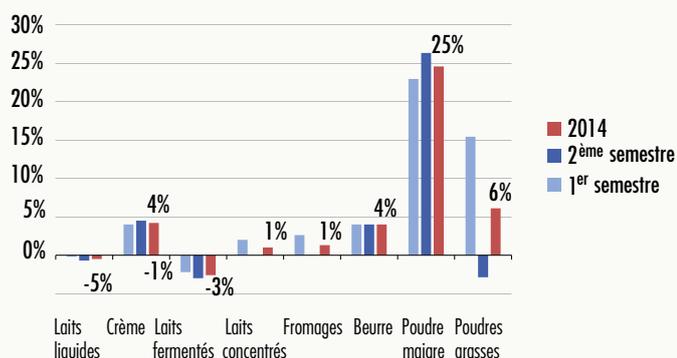
C'est la part du supplément de collecte européenne transformée en ingrédients laitiers (beurre, poudre maigre, poudres grasses caséines) en 2014, d'après nos estimations.

L'utilisation de la collecte laitière européenne a nettement évolué en 2014. La part de la matière sèche utile (MSU) du lait transformée en beurre et en ingrédients secs (poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum et caséines) a grimpé de 3 points d'une année sur l'autre à 31%. Celle transformée en fromages a sensiblement reculé de 1,5 point à 42%, de même que celle utilisée dans les produits de grande consommation (laites conditionnés, yaourts, desserts et crème) de 1,5 point à 27%.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FABRICATIONS 2014

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES EN 2014 (% /2013)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

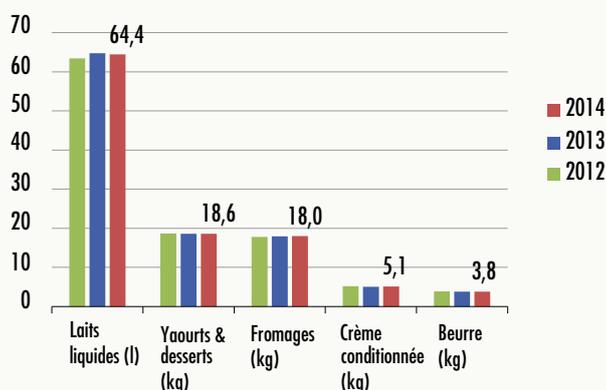
Les fabrications européennes ont évolué diversement selon les familles de produits. Au 1^{er} semestre, la collecte supplémentaire a surtout été transformée en poudre maigre (+23% /2013), et poudres grasses (+15%), et secondairement en beurre et fromages (+3%). Les fabrications de produits de grande consommation ont globalement stagné avec d'un côté plus de crème conditionnée et de l'autre moins de produits laitiers ultra-frais.

Au 2^{ème} semestre, les transformateurs ont encore accru les fabrications de poudre maigre (+26% /2013) et de beurre. Confrontés au ralentissement de la demande chinoise et à la fermeture du marché russe, ils ont réduit leurs fabrications de poudres grasses et de fromages ingrédients.

En somme, le supplément de collecte européenne, estimé à +6,6 millions de tonnes de lait en 2014, a été aux trois quarts transformés en ingrédients secs (poudre maigre, poudres grasses, caséines) et en beurre et pour un quart en fromages.

CONSOMMATION 2014

CONSOMMATION MOYENNE PAR EUROPÉEN



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

La consommation intérieure de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a progressé sensiblement plus vite qu'en 2013, d'après nos calculs par bilan. La hausse de l'utilisation intérieure (+0,6% /2013) repose pour une moitié sur la croissance démographique (+0,3%) pour une autre sur celle de la consommation moyenne par Européen, évaluée à 278 kg équivalent lait. La consommation moyenne de fromages progresse de 100 g à 18,0 kg par habitant, tandis que celle de beurre et de produits frais stagne en 2014.

Des évolutions contrastées selon les pays

La consommation a évolué très diversement selon les pays, notamment dans les trois principaux, Allemagne, Royaume-Uni et France (voir page 30), qui réunissent 40% de la population de l'UE 28.

En **Allemagne**, la consommation des ménages a retrouvé des couleurs après une année 2013 morose. Ils ont sensiblement accru leurs achats de beurre et de fromages et stabilisé ceux de laits conditionnés et de yaourts, d'après le panel Nielsen.

Au **Royaume-Uni**, les ménages achètent toujours davantage de laits conditionnés (+2% /2013 d'après le panel Kantar), mais ont réduit leurs achats de fromages (-1%) probablement en raison de la progression des prix au détail payés en livres.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE À 28

millions de tonnes de lait	2012	2013	2014e	2014/13 (%)
Production	152	154	160	+4%
Collecte	141	142	149	+5%
Variation de stocks	-1	0	+3	
Importations	1,6	1,4	1,5	+5%
Exportations	16	15	17	+9%
Utilisation intérieure	142	142	143	+1%
Consommation (kg/hab.)	275	277	278	+0,3%

e : estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat & ZMB

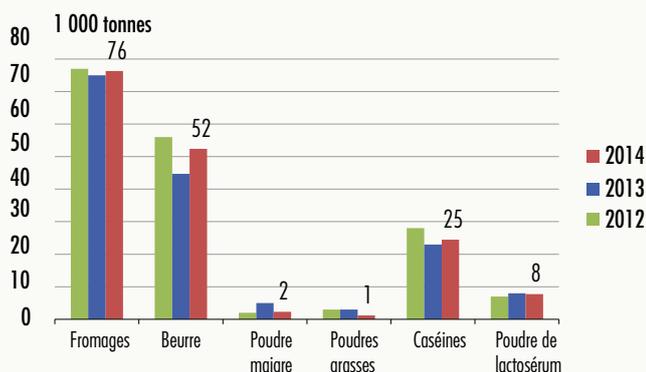
Les stocks de produits de report (beurre, fromages et ingrédients secs) ont gonflé au fil des mois dans les entreprises laitières, faute de débouchés suffisants pour écouler toutes les fabrications supplémentaires. Leur évaluation demeure imprécise et problématique faute d'enquête obligatoire et systématique. Seuls les stocks aidés, qui ne représentent que la partie émergée de l'iceberg, donnent lieu à des statistiques nationales. D'après nos estimations, les stocks supplémentaires accumulés entre le début et la fin 2014 équivalent à 3,0 millions de tonnes de lait, soit une semaine de collecte européenne.

5 LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

COMMERCE EXTÉRIEUR 2014

L'excédent commercial de l'UE a progressé de +10% /2013 à 9,5 milliards d'euros, grâce à la hausse des exportations, estimées à 17 millions de tonnes équivalent lait. Les importations ont plafonné, à moins de 1,5 million de tonnes équivalent lait.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

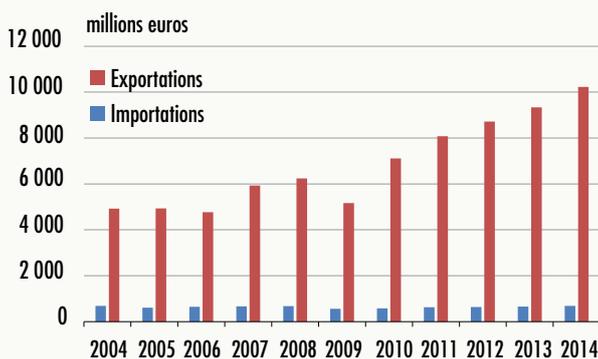
Des importations faibles et stables

Les importations extra-communautaires de produits laitiers ont été globalement stables en 2014. Estimées à 1,5 million de tonnes équivalent lait, elles couvrent à peine 1% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation.

Les importations de **fromages** ont sensiblement progressé de +2% /2013. Elles se composent aux 2/3 des volumes de fromages de garde suisses, stables, et pour le reste de fromages océaniques en fort recul (-10% /2013). À noter le bond des achats de fromages étatsuniens (x7) à 6 900 t.

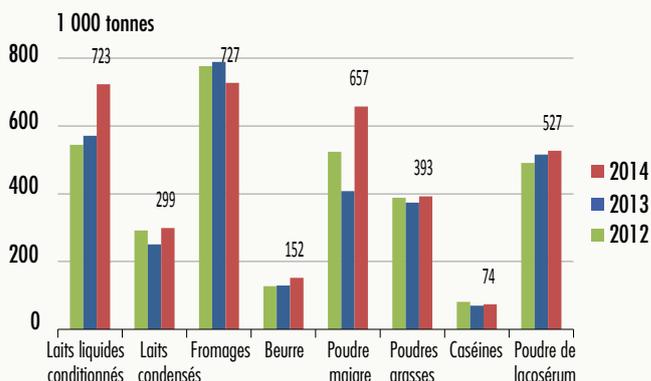
Les importations de **beurre**, presque exclusivement néo-zélandais, ont rebondi de +17% par rapport au bas niveau de 2013, sans retrouver le haut niveau de 2012. La Nouvelle-Zélande bénéficie d'un contingent annuel de 77 000 t de beurre à droit de douane nul qui n'a été qu'à moitié utilisé.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des exportations accrues en volume

En 2014, les exportations extra-communautaires ont bondi de +9% /2013, à 17 millions de tonnes équivalent lait tous produits confondus. Soit 11% de la collecte européenne valorisée en produits laitiers commercialisés sur le marché mondial. Les expéditions ont été très dynamiques au 1^{er} semestre, puis ont fortement reflué au second, en raison de l'embargo russe et du ralentissement de la demande chinoise.

Les exportations ont diversement évolué selon les familles de produits. Les ventes de **laits conditionnés** et de laits condensés sont restées dynamiques, respectivement +27% et +19%. Portées à près de 575 000 t, les expéditions de laits conditionnés ont doublé depuis 2010. Les ventes ont littéralement explosé vers la Chine, la première destination. Deux pays, l'Allemagne et la France, ont ainsi assuré plus de la moitié des expéditions extra-communautaires.

Les exportations de **fromages** ont stoppé leur ascension, auparavant régulière, suite à l'embargo russe. Elles ont reflué de 8% /2013 à 727 000 t en 2014. Celles de **beurre** ont repris (+17% /2013) grâce à des disponibilités plus abondantes.

Les exportations de **poudre maigre** ont bondi, de +61% /2013, grâce à des fabrications abondantes et compétitives. L'UE a en revanche faiblement amélioré ses positions sur le marché mondial des **poudres grasses** (+5%), désormais « monopolisé » par la Nouvelle-Zélande. Les expéditions européennes de **poudre de lactosérum** ont peu progressé, de +2% /2013, à 527 000 t, en rapport avec le ralentissement de la demande chinoise.

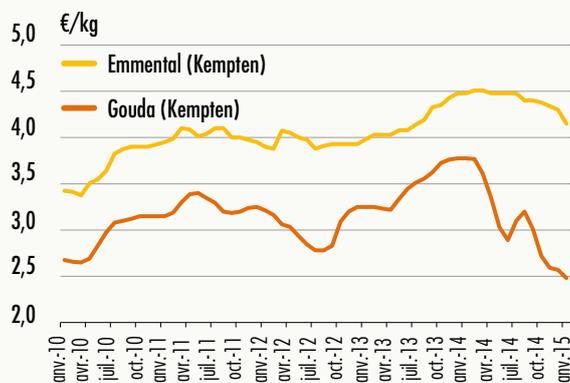
Des exportations croissantes en valeur

Estimées à 10,2 milliards d'euros, les exportations extra-communautaires reposent pour 37% sur les ventes de fromages et pour une part égale en poudres de lait (21% poudre maigre et 16% poudres grasses), et pour 8% sur les ventes de poudre de lactosérum. Le reste est composé de caséines, de beurre, de laits conditionnés et condensés.

MARCHÉ DES FROMAGES

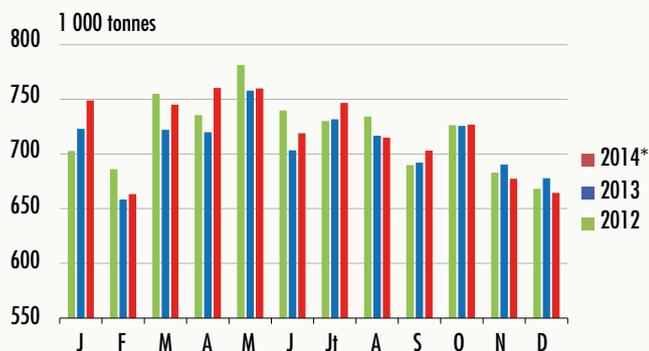
L'Union européenne conserve son leadership sur le marché mondial des fromages, même si la fermeture du marché russe a fortement affecté ses expéditions depuis août. Les fabrications, qui étaient dynamiques sur le 1^{er} semestre, ont ensuite fortement ralenti, la demande européenne demeurant plutôt solide.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ZMB

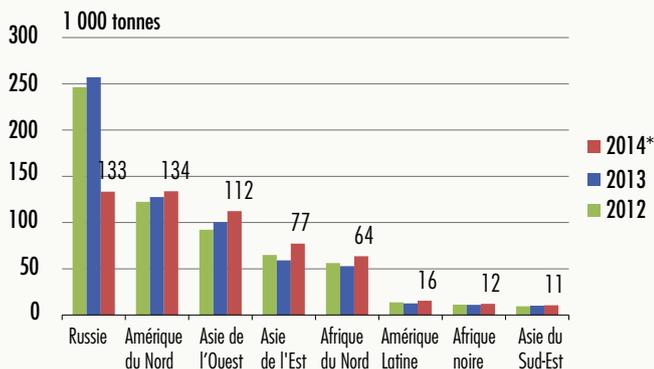
FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE



*estimations pour 2014

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



*estimations pour 2014

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

18,0 kg/hab.

C'est la consommation moyenne de fromages par Européen en 2014.

Chute des cours des fromages ingrédients

Le cours du gouda, au stade de gros sur le marché de Hanovre (Allemagne), s'est déprécié de 33% entre le début et la fin de 2014, terminant l'année à 2,50 €/kg. Le prix moyen annuel, à 3,13 €/kg, a cédé 10% d'une année sur l'autre.

Le cours de l'emmental, moins dépendant de la conjoncture internationale, s'est maintenu à un haut niveau (4,50 €/kg) au 1^{er} semestre. Il a ensuite sensiblement reflué (-8%) sur le 2^{ème} semestre, à 4,15 €/kg en décembre. À 4,44 €/kg, le prix moyen annuel s'est apprécié de 6% d'une année sur l'autre.

Les prix des fromages italiens ont aussi reculé, si bien que les cours moyens annuels du Parmesan et du Grana, respectivement 8,20 €/kg et 7,80 €/kg, ont cédé 6% d'une année sur l'autre. Les deux cotations ont respectivement décroché de 23% et 12% depuis leur plus haut niveau de 2011.

Bonne progression des fabrications européennes

Les fabrications européennes de fromages (toutes familles confondues) ont progressé modérément (+1,6% ou +150 000 t), un peu plus vite qu'en 2013. Plutôt dynamiques au 1^{er} semestre (+3%), elles ont fortement ralenti au 4^{ème} trimestre (-2%), suite à la fermeture du marché russe. Les fabricants allemands et polonais, ont privilégié les fabrications de beurre/poudre maigre à celles de fromages ingrédients.

Les fabrications ont progressé dans la plupart des grands pays producteurs : Allemagne (+2%), Italie (+3%), Pologne (+2%), hormis aux Pays-Bas (-3%) et en France où elles ont à peine été maintenues. Ces cinq pays réalisent ensemble les trois quarts des fabrications européennes : l'Allemagne (26%), la France (21%), l'Italie (12%), les Pays-Bas (9%) et la Pologne (8%).

Croissance régulière de la consommation européenne

Calculée par bilan, l'utilisation européenne de fromages toutes espèces confondues a progressé au même rythme qu'en 2013 (+0,9%), soit plus vite que la croissance démographique (+0,3). Estimée à 18,0 kg en 2014, la consommation moyenne par habitant a gagné 100 g (+0,6% /2013). Chaque Européen consomme en moyenne de 500 g de fromages en plus qu'en 2007, dans un contexte de crise économique qui a affecté le pouvoir d'achat des ménages. Les écarts de consommation sont toujours considérables entre pays : de 7 kg en Irlande à 28 kg en Grèce.

Des exportations ralenties

Estimées à 727 000 t, les exportations ont nettement fléchi, de -8% /2013, vers les pays tiers, après avoir progressé sur les huit premiers mois. Elles ont surtout reflué en par-tance des Pays-Bas (-17%) à 122 000 t, le premier expéditeur européen, mais aussi d'Allemagne (-10%) à 91 000 t et de Pologne (-13%) à 58 000 t. En revanche, elles ont peu varié depuis la France (104 000 t), l'Italie (83 000 t) et le Danemark (58 000 t). Ces six pays représentent 70% des exportations extracommunautaires.

Les ventes sur la Russie ont finalement été divisées par deux en 2014 (135 000 t). Les expéditions ont en revanche progressé vers toutes les autres grandes destinations : États-Unis (120 000 t, 1^{er} débouché en valeur avec une bonne part de spécialités fromagères italiennes et françaises), Japon (46 000 t), Arabie Saoudite (32 000 t), Algérie (22 000 t), Corée du sud (22 000 t), Australie (18 000 t). Les ventes sur la Chine ont bondi de 50%, mais restent modestes (3 600 t).

5 LE MARCHÉ EUROPÉEN DES PRODUITS LAITIERS

MARCHÉ DU BEURRE

Le marché du beurre s'est dégradé tout au long de l'année. Face à l'afflux de lait, les transformateurs ont fabriqué davantage de beurre qu'ils ont pour l'essentiel stocké, faute de débouchés. Les exportations ont rebondi en cours d'année, mais l'embargo russe a stoppé l'élan, même si l'UE a amélioré ses positions sur de nombreux marchés tiers.

COURS DU BEURRE CUBE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

À 3 375 €/t en moyenne annuelle, la cotation ATLA du beurre vrac en France a décroché de 15% par rapport à son record historique (4 000 €/t) de 2013. Entre mi 2013 et fin 2014, le cours du beurre a été ramené de 4 400 à 2 850 €/t (-35% en 18 mois). Le prix du beurre européen expédié sur le marché mondial s'est déprécié moins nettement (-7% /2013), à 3 020 €/t en moyenne annuelle.

Des fabrications européennes relancées

Les fabrications européennes ont logiquement progressé à un bon rythme (+4% /2013) sur le 1^{er} semestre comme sur toute l'année. Au 2^{ème} semestre, elles ont progressé de +5% durant l'été et ont ensuite à peine augmenté par rapport au haut niveau de l'automne 2013. Estimées à 2,1 millions de tonnes, les fabrications annuelles ont ainsi retrouvé le haut niveau de 2008. Les fabrications ont été d'un côté très dynamiques aux Pays-Bas et en Irlande (+10%), dynamiques en France (+6%) et en Pologne. Elles ont à

l'inverse légèrement reflué, de 1 à 2%, en Allemagne et au Royaume-Uni. Ces six pays réalisent les 3/4 des fabrications européennes.

Consommation européenne solide et stable

Estimée par bilan, l'utilisation européenne de beurre a progressé au même rythme que la démographie, la consommation moyenne par habitant demeurant stable à 3,8 kg. Cette consommation individuelle varie de moins de 0,6 kg en Europe du Sud (Espagne, Grèce, Roumanie), à 5 kg en Autriche, 6,3 kg en Allemagne, jusqu'à 7,4 kg en France.

Petit rebond des exportations

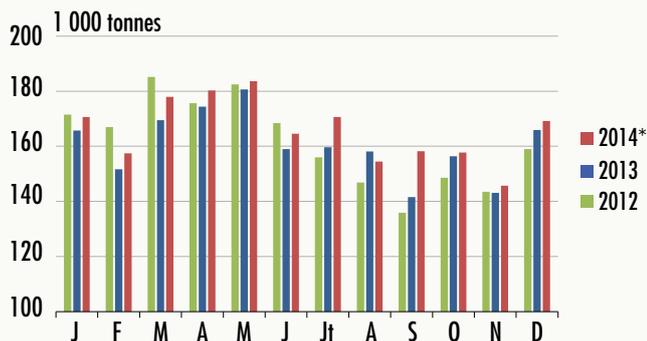
Les exportations européennes de beurre et *butter oil* ont progressé de 17% /2013, à 152 000 t. Elles ont d'une part fortement chuté sur la Russie (-30% /2013), à 21 000 t et d'autre part bien progressé vers la plupart des principaux marchés tiers grâce à des prix redevenus attractifs : États-Unis (x3), Maghreb, Egypte, Chine (+50%).

Les Pays-Bas et l'Allemagne ont surtout tiré parti de la hausse des disponibilités. La France a faiblement accru ses ventes composées surtout de beurre (29 000 t) et secondairement de *butter oil* (7 500 t). Elle demeure le premier exportateur européen, devant les Pays-Bas, la Finlande, très exposée à la fermeture du marché russe, le Danemark et la Belgique. Ces 5 pays assurent les 2/3 des exportations extra-communautaires.

Stocks étoffés

L'export n'a absorbé que le quart des fabrications supplémentaires de beurre. L'essentiel a été stocké au fil des mois. D'après l'agence ZMB, les stocks privés de beurre dans les entreprises ont bondi de 50% en un an, à 150 000 t fin 2014. Cela n'a pas pour autant incité les transformateurs à utiliser le dispositif d'aide au stockage privé ouvert de mars à décembre. Seules 22 000 t ont bénéficié de ce dispositif en 2014 contre 90 000 t en 2013 et 133 000 t en 2012.

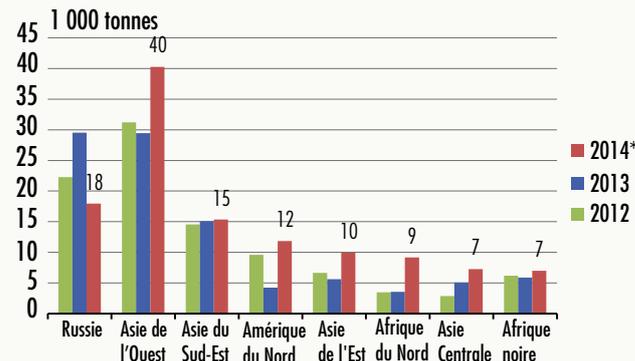
FABRICATIONS DE BEURRE DANS L'UE



*estimations pour 2014

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE BEURRE SELON LES DESTINATIONS



*estimations pour 2014

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

POUDRES DE LAIT

Le marché des poudres laitières s'est effondré face à l'afflux de fabrications européennes et à une demande internationale moins dynamique. L'UE a surtout accru ses exportations de poudre maigre plus compétitives que celles de poudres grasses.

COURS DE LA POUDRE MAIGRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

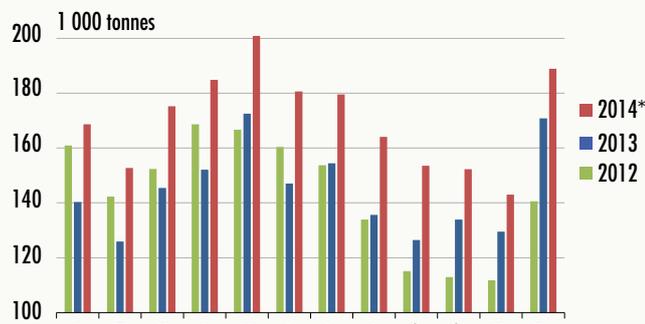
Le marché européen des protéines laitières s'est fortement dégradé en 2014. Au plus haut à 3 350 €/t en février, la cotation ATLA de la poudre maigre s'est dépréciée sans discontinuer, chutant de 45% en dix mois à 1 800 €/t fin 2014. La cotation moyenne annuelle (2 635 €/t) ne perd que 14% d'une année sur l'autre. En 2013, elle avait suivi le mouvement inverse. Fin décembre, elle n'était plus que 100 euros au-dessus du prix de déclenchement de l'intervention.

Bond des fabrications européennes de poudre maigre

Les fabrications européennes de poudre maigre ont logiquement bondi, de plus de 25% d'une année sur l'autre, à 1,55 million de tonnes en 2014. Elles ont surtout progressé, d'avril à septembre, lors du pic saisonnier de collecte. Quatre pays ont réalisé l'essentiel des fabrications supplémentaires : la France (+25%/2013), la Pologne (+50%), la Belgique (+30%) et l'Allemagne (+13%). Les fabrications sont demeurées stables aux Pays-Bas, Friesland-Campina privilégiant celles de poudres grasses. Ces 5 pays ont réalisé les 2/3 des fabrications européennes.

Les fabrications de poudres grasses ont peu progressé, de +6%/2013, à 800 000 t dans l'UE, faute de compétitivité face aux fabrications néozélandaises. Elles ont été très dynamiques au 1^{er} semestre, lorsque la demande chinoise tirait le marché, stationnaires durant l'été, puis baissières durant l'automne, faute de débouché. Elles ont surtout progressé aux Pays-Bas, désormais leader européen devant la France.

FABRICATIONS DE POUDRES DE LAIT DANS L'UE



* Estimations pour 2014

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

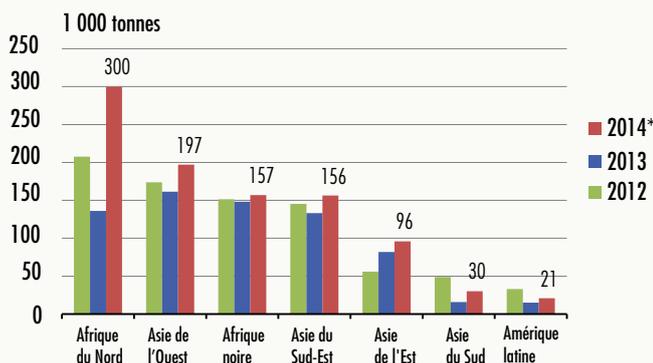
Des exportations de poudre de lait relancées

Les exportations extra-communautaires de poudres de lait ont bondi de 33%, à 1,05 million de tonnes en 2014. Les ventes ont progressé vers toutes les destinations, à l'exception de la Russie et de l'Asie centrale. Elles ont plus que doublé à 300 000 t vers l'Afrique du Nord, où l'Algérie, le principal client, a multiplié par 2,4 ses achats composés de 145 000 t de poudre maigre et de 66 000 t de poudres grasses.

L'UE a modérément amélioré ses positions en Chine où ses ventes de poudre maigre ont progressé de 33% à 62 000 t, mais où celles de poudres grasses ont chuté de moitié à 8 600 t.

Six pays membres assurent 80% des exportations de poudre de lait : les Pays-Bas (18% des volumes, essentiellement de poudres grasses), au coude à coude avec la France, suivis de la Belgique, de l'Allemagne, de la Pologne (poudre maigre) et du Danemark (poudres grasses). Malgré le bond des exportations, les stocks des entreprises ont plus que doublé sur l'année, à près de 200 000 t fin 2014 selon ZMB.

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT SELON LES DESTINATIONS



* estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des expéditions stables de poudre de lactosérum

Par ailleurs, l'UE a sensiblement accru ses exportations de poudre de lactosérum, de +2%/2013 à 527 000 t, dont 30% en partance de France, 17% de Pologne, 12% d'Allemagne et 10% des Pays-Bas. Les 3/4 des volumes sont expédiés en Asie de l'Est et du Sud-Est, en premier lieu vers la Chine. Confrontée à des stocks élevés, elle a sensiblement ralenti ses achats (151 000 t) qui absorbent encore près de 30% des exportations européennes extra-communautaires. La moindre demande chinoise s'est repercutée sur les cours en Europe qui ont cédé 8% à 880 €/t (moyenne 2014).

LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

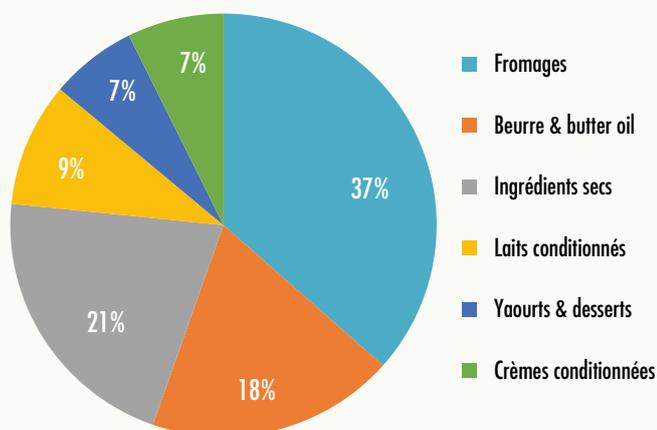
Le supplément de collecte transformé en produits secs

L'année 2014 a été marquée par une croissance de la collecte française et européenne sans précédent. Alors que la consommation intérieure ne parvient pas à se redresser, l'essentiel des volumes supplémentaires a été transformé en ingrédients secs et en beurre. Cette progression des produits « industriels » est venue nourrir une demande au grand export encore dynamique sur le 1^{er} semestre. La dégradation d'un marché déjà sous pression après la mise en place de l'embargo russe (premier débouché européen pour les fromages), a conduit au stockage massif de produits de reports au 2^{ème} semestre.



COLLECTE 2014

UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE EN 2014 (% DE MSU)



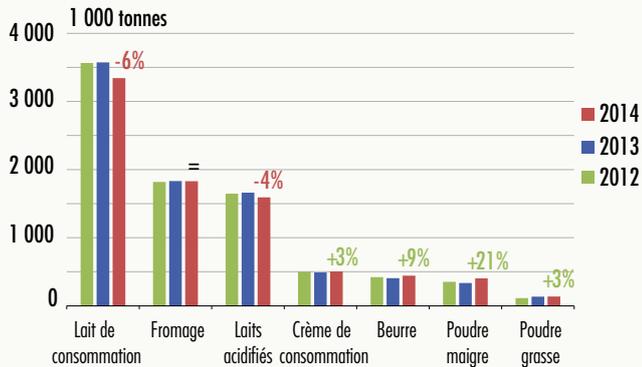
21%

c'est la part de la collecte (en % de la MSU) utilisée pour les fabrications d'ingrédients secs (caséines, poudres de lait et poudre de lactosérum).

Après la fin de l'intervention illimitée sur les produits industriels dans les années 80, les fabrications françaises ont été focalisées sur la réponse à la demande française et européenne. Elles sont ainsi très marquées par la transformation du lait en Produits de Grande Consommation (PGC), 74% de l'utilisation de la collecte selon nos estimations. Néanmoins, depuis quelques années, face à des consommations française et européenne moroses, qui contrastent avec une demande internationale croissante, la part de la matière solide utile (MSU) du lait transformée en PGC perd du terrain (-2%/2013), au profit des fabrications de beurre et d'ingrédients secs, stockables et exportables vers les pays tiers. Les fabrications fromagères restent dominantes, mais leur part dans la collecte nationale a reculé de 1 point à 37% en 2014. Les autres PGC (laits conditionnés, yaourts et crèmes), impactés par une moindre demande intérieure, ont également perdu un point. Ainsi, le supplément de lait collecté en 2014 a été exclusivement transformé en poudres de lait et beurre.

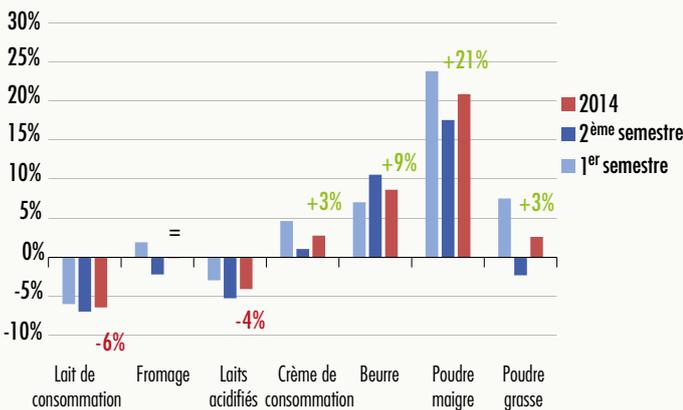
FABRICATIONS 2014

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



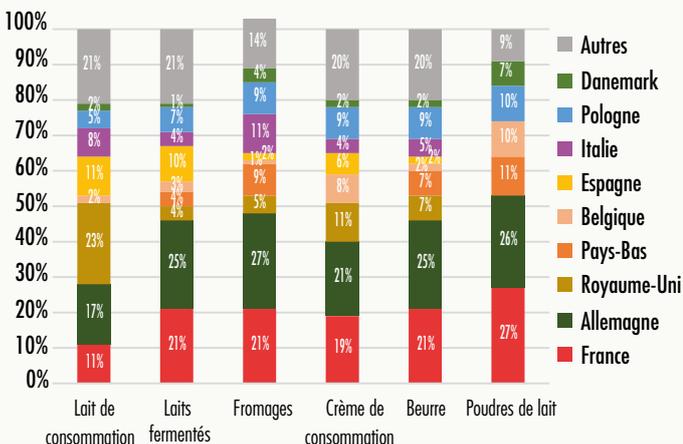
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES EN 2014 (% /2013)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

PLACE DE LA FRANCE DANS LES FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS EN 2014



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Face à une croissance de la collecte française historique sous le régime des quotas laitiers, les volumes supplémentaires de lait ont été transformés en ingrédients secs.

Érosion des fabrications de laits conditionnés et fermentés

Les fabrications de PGC, généralement produits au plus près du consommateur, ont été fortement affectées par l'évolution baissière de la demande nationale dans un contexte de crise économique. Seules les fabrications de crèmes conditionnées, dont les ventes ne cessent de croître, ont progressé de +3% /2013. Les fabrications de laits conditionnés sont les plus pénalisées : alors qu'elles évoluaient auparavant au rythme de la croissance démographique, elles se sont stabilisées en 2013 puis ont très nettement chuté en 2014 (-6% /2013). De même, les fabrications de laits fermentés (yaourts), dont la consommation poursuit son érosion, ont enregistré un recul marqué (-4%). La France reste cependant au rang de 3^{ème} producteur de laits conditionnés et 2^{ème} de laits fermentés avec respectivement 11% et 21% de la production européenne.

Les fabrications de fromages se stabilisent

Les fabrications de fromages, encore bien orientées au 1^{er} semestre, ont nettement reflué au second. La demande française s'est tassée et le marché à l'export, encore dynamique en début d'année, s'est nettement alourdi suite à l'embargo russe. Au final, les fabrications annuelles se sont stabilisées en 2014, rompant ainsi avec la dynamique de croissance connue jusqu'ici. La France occupe le rang de 2nd producteur de fromages derrière l'Allemagne et devant l'Italie. Les fabrications françaises sont constituées d'une part importante de fromages de spécialités, mieux valorisés que les fromages « ingrédients » mais qui s'échangent moins au grand export. En outre, la part des fromages sous Appellation d'Origine Protégée atteint 10% en France, bien moins qu'en Italie (50%), mais beaucoup plus qu'en Allemagne, aux Pays-Bas ou en Pologne, où elle ne dépasse pas 1%.

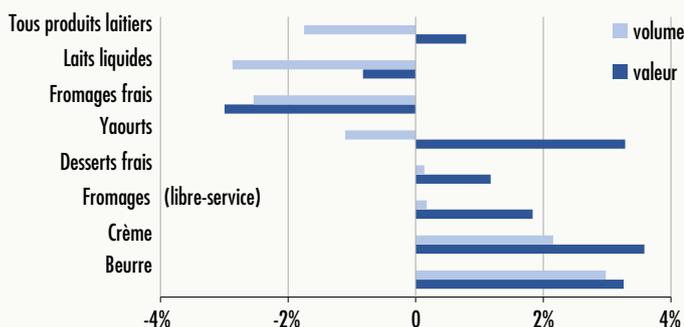
Surplus de collecte transformé en beurre et en ingrédients secs

La morosité de la demande et l'afflux de lait ont obligé les opérateurs à privilégier les transformations en ingrédients secs et en beurre, produits exportables ou stockables. Les fabrications du couple poudre maigre - beurre ont explosé, respectivement de 21% et de 9%. La France récupère ainsi son statut de 1^{er} fabricant de poudre maigre. Celles de poudres grasses, très dynamiques en début d'année pour répondre à une demande mondiale toujours forte, ont nettement reflué ensuite face au retour massif de la collecte et des fabrications néo-zélandaises. Au bilan, les fabrications d'ingrédients secs supplémentaires ont nourri les expéditions vers les pays-tiers dans un premier temps, puis sont venues gonfler les stocks au 2^{ème} semestre, quand l'embargo russe et le ralentissement de la demande asiatique ont stoppé net la dynamique à l'export.

6 LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS

CONSOMMATION 2014

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS (% /2013)

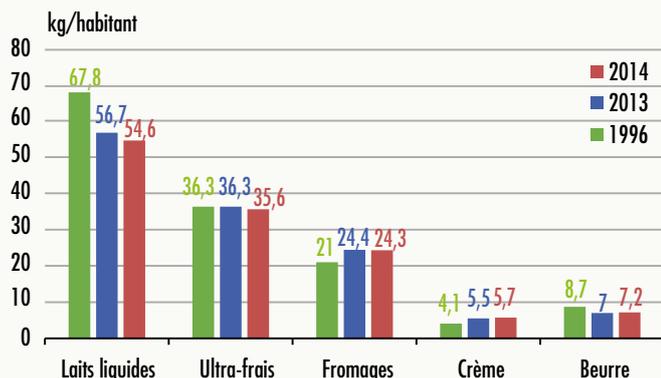


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

Érosion des achats des ménages

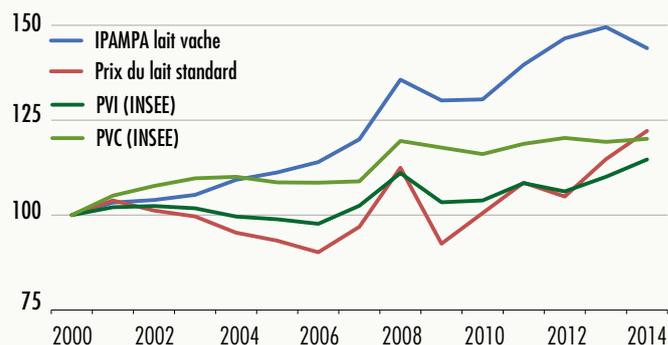
Les achats de produits laitiers par les ménages français se sont de nouveau repliés en 2014, de 2% en volume selon le panel IRI-CNIEL. Les ventes dans la grande distribution ont cependant progressé de 1% /2013 du fait de la hausse de 3% du prix moyen des produits laitiers commercialisés. Cette progression correspond d'une part à une petite augmentation des tarifs des produits laitiers, et de l'autre au recul des premiers prix et des MDD au profit des marques nationales. Les achats de produits frais (laits conditionnés, fromages frais et yaourts) ont de nouveau plongé en volume. À noter cependant, la hausse très prononcée du prix des yaourts qui permet d'augmenter le chiffre d'affaires de ce segment. Les achats de fromages affinés se sont stabilisés, contrastant avec la croissance connue jusqu'ici. Seuls les achats de matières grasses laitières, beurre comme crèmes conditionnées, ont enregistré une progression annuelle tant en volume qu'en valeur, mais avec des évolutions mensuelles en dents de scie.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICE DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2000)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

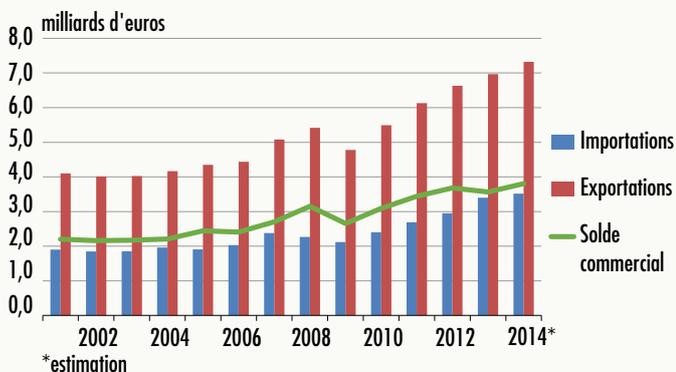
Des négociations toujours difficiles en début d'année

Les négociations commerciales ont de nouveau été difficiles début 2014. Malgré des cours internationaux au plus haut en début d'année, les transformateurs ont passé difficilement de modestes hausses de tarifs, face à une distribution engagée dans une féroce guerre des prix. En 2013, il avait fallu l'intervention du médiateur des relations agricoles pour améliorer la situation. En 2014, tous les acteurs de la filière se sont impliqués pour obtenir des hausses. Au final, les prix de ventes industrielles (PVI) se sont appréciés de 4%. Le prix de vente au consommateur (PVC) n'a pour sa part progressé que de 1%, réduisant l'écart qui s'était creusé depuis 2008. Dans le même temps, le prix du lait a poursuivi une tendance haussière (+6%) et les charges en élevages se sont enfin tassées après avoir atteint des sommets en 2013.

Les Français, grands consommateurs de fromages et de matières grasses

Estimée à 54,6 kg par habitant, la consommation de laits liquides a très nettement chuté en 2014, d'après nos estimations par bilan. Elle est largement inférieure à la moyenne européenne (64,4 kg par habitant). De même, la consommation de produits ultra-frais, après une forte période de croissance entre 1996 et 2007 où elle culminait à 40 kg/hab., a poursuivi son érosion et chute encore de 700 g en 2014. Malgré un léger recul cette année, les Français restent parmi les plus grands consommateurs de fromages au monde, avec près de 24,3 kg par personne, dont environ 18 kg/hab. de fromages affinés. Ils sont également de grands consommateurs de matières grasses laitières. La consommation de crème conditionnée a progressé de plus de 30% depuis 1996. Le retour du cuisiné maison et le moindre attrait des substituts à base de matières grasses végétales ont boosté leurs ventes, notamment pour les beurres « spécialités », type moulés ou en beurriers.

COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRODUITS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel & SSP

En 2014, la hausse des expéditions a gonflé l'excédent commercial français.

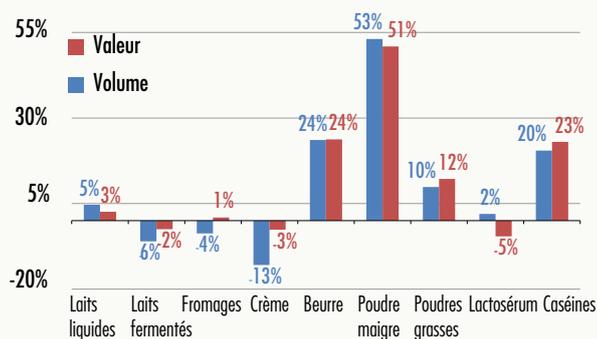
Un excédent commercial record

Malgré la hausse des importations, la forte dynamique des exportations françaises de produits laitiers a permis d'améliorer l'excédent commercial en 2014, atteignant un niveau record de près de 3,8 milliards d'euros selon nos estimations. La valeur des exportations françaises de produits laitiers s'est appréciée de près de 5% (comme en 2013), à près de 7,3 milliards d'euros. Simultanément, les importations ont progressé moins vite (+3%/2013), à près de 3,5 milliards d'euros. Les achats de fromages (hors fromages frais) pèsent pour 1,4 milliard d'euros et ont progressé de 8% en valeur et de 5% en volume (+15 000 tonnes soit +5%). Ceux de beurre (19% de la valeur des importations françaises), ont bondi de 10% en valeur et de 13% en volume, à 74 500 tonnes.

Les exportations de PGC à la peine sur le marché européen

Face à une consommation européenne morose et à une production en hausse quasi-générale dans l'Union européenne, les expéditions de produits de grande consommation ont reculé. À l'exception des laits liquides dont les expéditions en vrac ont légèrement progressé, notamment vers l'Italie, la Belgique et l'Allemagne, les envois d'ultra-frais, de fromages et de crème ont en général reculé. En revanche, les envois de laits conditionnés vers la Chine ont encore progressé à près de 18 000 tonnes (+10%/2013), quand ils ne dépassaient pas 1 300 tonnes en 2010.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS ANNUELLES EN 2014 (% /2013)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

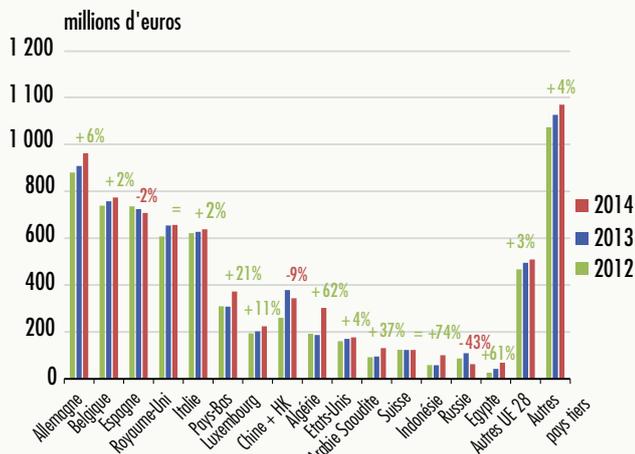
Les expéditions d'ingrédients secs explosent

Les opérateurs français ont profité de la demande mondiale encore très dynamique en début d'année pour écouler une partie des fabrications supplémentaires d'ingrédients laitiers. Les expéditions totales de beurre ont grossi de 24% à près de 94 000 tonnes. Celles de poudres de lait ont bondi de près de 38%, tirés par des envois extrêmement dynamiques de poudre maigre (+53%). Les envois de caséines ont également repris des couleurs (+20%).

Croissance vers les pays-tiers ou pour le ré-export

Les exportations françaises ont été boostées par la demande des pays tiers. La valeur des envois directs vers la Chine a été impactée par la baisse des poudres de lactosérum et de laits infantiles, mais la France a exporté davantage vers toutes les autres destinations. L'Algérie a notamment augmenté ses achats de plus de 60%, principalement en poudre maigre. Au total, plus de la moitié des ventes supplémentaires a été réalisée vers les pays tiers, et ceux-ci ont pesé pour près du tiers des exportations française de produits laitiers. Vers l'UE, 80% des achats supplémentaires ont été réalisés par l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique. Ces trois pays contribuent pour près de 44% de la valeur des exportations intracommunautaires françaises. À noter cependant qu'une part non négligeable, mais difficile à chiffrer, des ventes d'ingrédients laitiers vers la Belgique et les Pays-Bas ne fait qu'y transiter pour d'autres destinations finales.

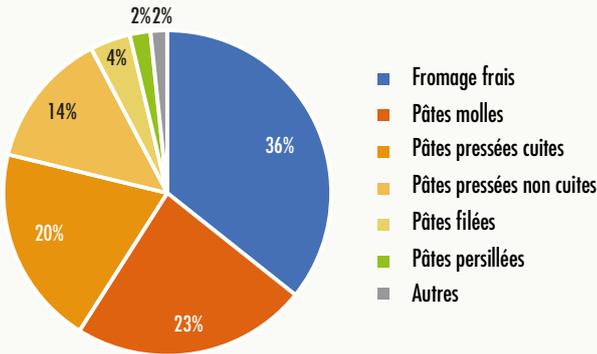
ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FROMAGES FRANÇAIS

LES TYPES DE FROMAGES FABRIQUÉS EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Un marché moins dynamique

Les fabrications françaises de fromages se sont stabilisées en 2014, rompant avec la croissance connue ces dernières années. De façon générale, dans un contexte de demande française stagnante et de production européenne excédentaire, les transformateurs français ont eu du mal à trouver leur place sur le marché européen, notamment pour les fromages les moins différenciés. Les fromages dits de « spécialité » semblent cependant avoir mieux résisté à l'engorgement du marché qui a succédé à l'embargo Russe. Au bilan, les envois ont reculé de 4% en volume mais la hausse des prix a permis de maintenir le chiffre d'affaires à l'export.

Les fromages frais à la peine

Les fromages frais ont poursuivi leur repli en 2014. Les achats des ménages ne cessent de chuter, encore de 3% en volume cette année selon le panel IRI-CNIEL, malgré des prix en léger recul. En outre, la concurrence des fabrications européennes s'est faite plus pressante : les importations ont

COMMERCÉ EXTÉRIEUR DES FROMAGES FRANÇAIS PAR TYPE EN 2014 ET ÉVOLUTION (%/2013)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

bondi de près de 9%, atteignant près de 85 000 tonnes alors même que les expéditions ont chuté, à 250 000 tonnes (+7%).

Des pâtes molles pénalisées par la demande française

La consommation française de fromages à pâte molle, type camembert et brie, ne cesse de se dégrader depuis 2008. Elle a encore perdu plus de 2% en 2014, après une chute de 3% en 2013 selon IRI-CNIEL. La progression des exportations, qui atteignent les 173 000 tonnes (+2%/2013), n'a pas permis de compenser cette perte. Les fabrications de fromages de type camembert (24% des volumes de pâtes molles), a chuté de près de 6% en 2014, à 97 500 tonnes. La France constitue le premier exportateur européen de ce type de fromages avec près de 55% des volumes européens échangés (intra et extracommunautaires).

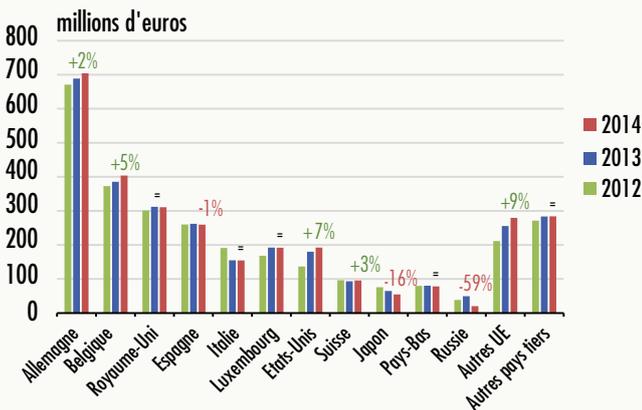
Des pâtes pressées fortement concurrencées

Les expéditions de pâtes pressées ont enregistré un recul très marqué en 2014, de 6% pour les pâtes pressées non-cuites (type gouda, edam, cheddar) et de 11% pour les cuites (type emmental). Certains de ces fromages sont peu différenciés sur le marché et ont subi de plein fouet la concurrence des autres grands fabricants européens. Au final, les envois français de pâtes pressées ont chuté de 4% vers l'Union européenne, à 86 000 tonnes, et de près de 23% vers les pays-tiers, à 18 600 tonnes.

Progression de la valeur des envois vers l'UE, chute vers les pays-tiers

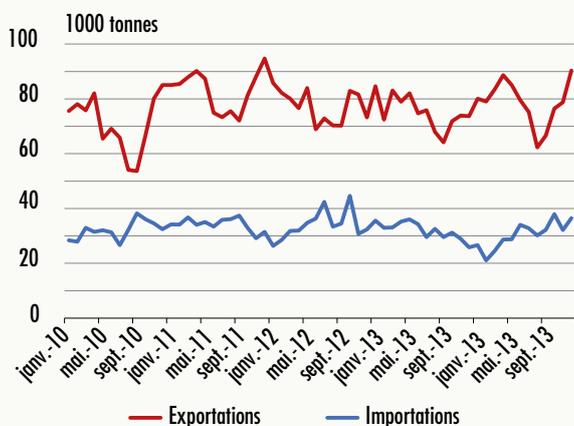
À près de 3 milliards d'euros, les exportations totales de fromages ont progressé de 1% en valeur, malgré la baisse des volumes commercialisés (-1%/2013). La France a accru de 2% en valeur ses ventes vers les autres pays européens grâce à la hausse des prix. L'UE à 28 absorbé près de 79% des exportations françaises de fromages. En revanche, les exportations vers les pays tiers ont reflué, de 4% en valeur et de 5% en volume, à 647 millions d'euros pour 104 000 tonnes. Malgré des envois bien orientés vers les États-Unis (+7%) et la Suisse (+3%), la chute des envois vers le Japon (-16%) et vers la Russie (-59%) a rompu la dynamique positive connue ces dernières années.

ÉVOLUTION DES ACHATS EN VALEUR DE FROMAGES FRANÇAIS SELON LES DESTINATIONS



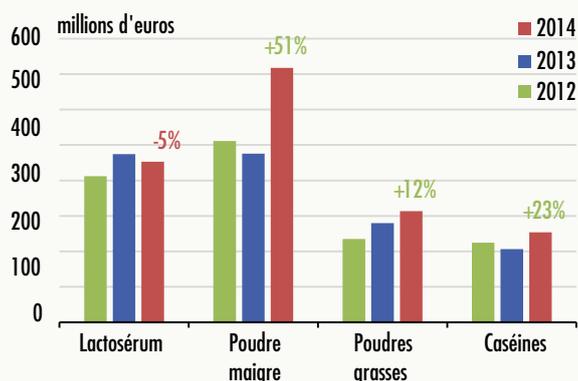
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE LA FRANCE EN LAITS LIQUIDES



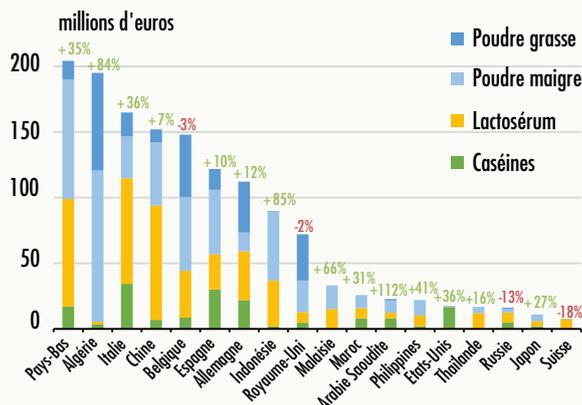
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES D'INGRÉDIENTS SECS EN VALEUR



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS SECS EN 2014 EN VALEUR ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2013



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Plus de laits exportés en vrac

À 946 000 tonnes, les exportations de laits liquides ont bondi de 5% en 2014. Elles ont évolué de façon opposée entre le lait vrac, matière première, et les laits conditionnés. D'un côté, la forte progression de la collecte nationale et un prix du lait à la production moins élevé qu'en Europe du Nord ont stimulé les exportations de laits commercialisés en vrac (+9%) sur le marché spot, notamment vers l'Italie, la Belgique et l'Allemagne. Au total, 63% des exportations françaises de lait liquide ont été réalisées sous cette forme. De l'autre, les envois de lait conditionnés ont progressé au 1^{er} semestre pour refluer au 2^{ème}. Les expéditions vers l'UE à 28 se sont très nettement contractées (-4%) face à la concurrence accrue de nos voisins européens sur le 2nd semestre. La remarquable progression des envois vers les pays-tiers (+13%) n'a pas suffi à compenser cette perte. Les importations françaises de lait liquide se sont quant à elles tassées, plafonnant à 365 000 tonnes (-5%). Elles sont composées de 57% de laits conditionnés et de 43% en vrac.

Une explosion des envois d'ingrédients secs

À plus d'1,7 milliard d'euros, la valeur totale des expéditions d'ingrédients secs s'est appréciée de 21% grâce à la très forte progression des volumes exportés sur les marchés mondiaux. Les exportations de poudre maigre ont explosé : +53% d'une année sur l'autre à un niveau record de 252 000 tonnes. Les envois de poudres grasses ont moins progressé de 10% en volume et de 12% en valeur. Les expéditions de caséines, après une contreperformance en 2013, ont repris des couleurs (+23%). Seules les exportations de lactosérum ont reculé après une année 2013 de forte croissance, pénalisées par une baisse des prix (-8% /2013) et une faible progression des expéditions (+2%).

Une progression vers quasiment toutes les destinations

Les exportations d'ingrédients laitiers secs sont concentrées sur un nombre réduit de pays. En 2014, les dix premiers clients ont réalisé 51% des ventes de caséines, 71% du lactosérum et respectivement 70% et 81% de celles de poudres maigre et grasses. Les ventes totales aux pays tiers ont totalisé 952 millions d'euros, en progression de près de 212 millions d'euros (+29% /2013). Soit la moitié des exportations totales d'ingrédients secs. L'Algérie, le premier débouché extra-européen, a fortement accru ses achats (+89%). Les ventes à la Chine, 2^{ème} débouché au grand export, ont faiblement progressé (+7%), avec d'un côté une hausse des expéditions de poudre maigre et de l'autre un recul des ventes de poudre de lactosérum pénalisées par la baisse du prix de vente. Les expéditions d'ingrédients secs ont finalement progressé vers quasiment toutes les destinations, Russie et Suisse exceptées.

Les ventes d'ingrédients secs français ont progressé de façon plus modeste vers les autres pays européens, de 121 millions d'euros (+15% /2013). Elles ont surtout augmenté vers les Pays-Bas qui réalisent à eux-seuls près de 11% des achats d'ingrédients secs français. Cet essor confirme la difficulté des fabricants français à exporter toutes leurs fabrications en direct vers les pays tiers. Ils vendent ainsi une partie de leurs fabrications sur le marché spot à des grossistes néerlandais en prise directe avec les clients des pays importateurs.

LES PRÉVISIONS 2015

Croissance incertaine de la production européenne

Ralentie durant l'hiver 2015, la production laitière européenne rebondira plus ou moins ensuite en fonction de la production fourragère, mais surtout de la conjoncture économique laitière. Nous estimons que la hausse de la collecte européenne en 2015 se situera dans une fourchette comprise entre +1% et +2%.



EUROPE 2015

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN EN LAIT DE VACHE

	2012	2013	2014*	Conjoncture morose		Conjoncture favorable	
				2015**	2015/14 (%)	2015**	2015/14 (%)
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,2	23,5	23,5	23,4	-0,5%	23,5	=
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)							
Production laitière	152	154	159	161	+1%	162	+2%
Collecte laitière	141	142	148	150	+1%	151	+2%
Variation de stock	-1	=	+3	+1,5	-50%	=	
Importations	2	1	2	1	-2%	1	-2%
Exportations	16	15	17	18	+6%	21	+25%
Utilisation européenne	139	140	141	143	+1%	142	+1%
Fabrications (1 000 tonnes de produits)							
Fromages	9 452	9 523	9 675	9 750	+1%	9 825	+2%
Beurre	2 030	2 015	2 100	2 150	+2%	2 175	+4%
Poudres de lait	1 949	1 975	2 350	2 450	+4%	2 500	+6%
Poudre de lactosérum	2 100	2 200	2 200	2 225	+1%	2 250	+2%

* Estimations

** Prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, ZMB et prévisions propres

Cheptel européen stabilisé

Le cheptel laitier devrait marquer le pas en 2015 dans l'UE-28. La capitalisation s'est sensiblement ralentie fin 2014 dans la plupart des pays de l'UE-15 où les stocks de génisses sont moins élevés. L'effectif de vaches laitières pourrait se stabiliser en 2015 aux alentours de 18,1 millions de vaches laitières avec une conjoncture morose.

Dans les nouveaux États membres de l'UE, la restructuration pourrait reprendre, d'autant que les élevages productifs disposent de génisses abondantes pour renouveler et étoffer leur cheptel. Auquel cas l'effectif de vaches laitières des récents États membres reculerait de 2% entre décembre 2014 et décembre 2015, à 5,3 millions de têtes.

Le cheptel laitier européen pourrait cependant s'étoffer au 2^{ème} semestre 2015 si la conjoncture devenait de nouveau plus favorable.

Croissance incertaine de la production laitière en 2015

Durant le 1^{er} trimestre 2015, de nombreux éleveurs européens ont levé le pied pour limiter le montant des pénalités laitières, redevenues dissuasives en fin de campagne dans un contexte de prix du lait en forte baisse. Ils ont actionné plusieurs leviers : tarissement anticipé de vaches en fin de lactation, réduction des apports de concentrés, réformes un peu plus nombreuses grâce à des effectifs étoffés de génisses...

Au 1^{er} trimestre, la collecte européenne reculera d'environ 2% par rapport au haut niveau de l'hiver 2014. Ensuite, les éleveurs relâcheront sans nul doute la bride de leur cheptel, auquel cas la production printanière se rétablira plus ou moins vite selon les systèmes et repassera au-dessus du haut niveau du 2^{ème} trimestre 2014.

Au 2^{ème} semestre, la production laitière progressera à un rythme plus ou moins rapide en fonction des conditions climatiques et surtout de la conjoncture laitière.

Reprise modérée dans une conjoncture « morose »

Dans un scénario « morose », la collecte laitière européenne progressera modérément (+2% /2014) au 2^{ème} semestre, avec un prix du lait peu stimulant, aux alentours de 300 €/1 000 l. L'embellie sur les marchés, amorcée au 1^{er} trimestre 2015, n'aura pas fait long feu : les marchés demeureront encombrés, les stocks de produits de report continueront de s'étoffer, les exportations européennes progresseront faiblement faute de débouchés. Seule la demande européenne tirera avantage de cette conjoncture dégradée, grâce à des prix au détail moins élevés (effet de la baisse du prix du lait) et une petite reprise de la croissance économique dans la zone euro.

Sur l'année, la collecte européenne progresserait timidement, de +1% à 150 millions de tonnes en 2015.

En France, la collecte progressera alors très faiblement, tout au plus de 0,5% à 25,5 millions de tonnes d'après nos estimations, en raison de l'important coup de frein imposé durant l'hiver 2015 et d'une reprise plutôt modérée par la suite.

En Europe du Nord, la reprise de production s'annoncerait plus franche : +1,5% /2014 à presque 32 millions de tonnes en Allemagne, autant au Danemark à 5,0 millions de tonnes et +2% aux Pays-Bas à 12,5 millions de tonnes. La collecte irlandaise s'annonce aussi dynamique qu'en 2014 (+4% /2014), sauf incident climatique. L'évolution de la production au Royaume-Uni paraît plus incertaine. Elle progressera moins vite et dépassera probablement le seuil des 15 millions de tonnes. À l'Est, la production dans les nouveaux États membres sera aussi moins dynamique.

Croissance stimulée dans une conjoncture favorable

La collecte européenne progresserait alors plus vite au 2^{ème} semestre, jusqu'à +4% /2014, si le redressement des marchés, amorcé au 1^{er} trimestre 2015, se prolonge sous l'effet d'une offre modérée dans les autres bassins exportateurs et d'une forte reprise de la demande internationale. Dans ce cas, le *feed-ratio* sera plus stimulant avec un prix du lait standard au moins égal à 330 €/1 000 litres en France.

Nous estimons à 2,5 millions de tonnes (+1,7% /2014) la hausse de la collecte européenne qui atteindrait alors 151 millions de tonnes en 2015. Le supplément de lait serait essentiellement transformé en ingrédients laitiers qui s'écouleront sans heurt sur le marché mondial. Les exportations extra-communautaires bondiraient alors à plus de 20 millions de tonnes équivalent et les stocks se stabiliseraient au niveau de la fin 2014. Dans ce cas, la demande européenne serait un peu moins ferme, pénalisée par des prix au détail sensiblement plus élevés que dans le scénario précédent.



DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2014
Perspectives 2015
n° 454
Février 2015

Economie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2014

Perspectives 2015. N° 453 - Janvier 2015

Dossier PAC. La PAC dans tous ses États.

N° 452 - Décembre 2014

Dossier Algérie. Les filières bovines en Algérie. Le développement local ne tarit pas le besoin d'importations. N° 451 - Novembre 2014

Dossier viande bovine en 2020.

Quelle production française de viande bovine à l'horizon 2020 ? N° 450 - Octobre 2014

Dossier Maroc. La filière viande bovine au Maroc. Comment concilier croissance et autosuffisance. N° 449 - Septembre 2014

Dossier spécial PAC. Une PAC complexe... et transitoire. N° 448 - Juillet-Août 2014

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers 2013.

Perspectives 2014. N° 447 - Juin 2014

Dossier marché mondial viande bovine 2013.

Perspectives 2014. N° 446 - Mai 2014

Dossier annuel Ovins 2013

Perspectives 2014. N° 445 - Avril 2014

Dossier annuel Caprins 2013

Perspectives 2014. N° 444 - Mars 2014

